

# Lettre 53 – Mars 2023



Une manifestation relative au projet de loi « asile et immigration » est prévue pour le 25 Mars 2023.

J'ai retenu quelques comptes-rendus que j'ai reçu, pour donner envie aux cercles, de communiquer, pour ne pas se sentir seul dans son coin !

**La nouvelle loi sur l'immigration** est-elle **utile** ? De nombreuses études par des chercheurs et les constations des ONG, convergent pour estimer qu'une nouvelle loi sur la migration ne servirait à rien : les instruments juridiques nécessaires pour agir existent déjà.

Le sujet **intéresse-t-il vraiment les français** ? On peut en douter, en tout cas sûrement pas autant que celui des retraites. Faut-il mettre le sujet à l'ordre du jour après la mobilisation sur le texte législatif sur les retraites ? Politiquement, on peut penser que ni la droite ni la gauche ne sont prêts à voter un tel texte.

Deux réalités sont à prendre en compte :

1 - Les cartes des votes récents montrent que le vote d'extrême droite est plus grand dans les zones isolées où vivent peu d'immigrés et plus faible là où les populations sont mêlées.

2- La France accueille, relativement à sa population, plutôt moins d'étrangers que d'autres pays européens, mais ceux-ci sont intégrés par des mariages : 1) entre étrangers et 2) entre français et étrangers. En effet, un Français adulte sur trois a au moins un parent ou un grand-parent immigré, **seuls 5 % d'entre eux ont quatre grands-parents immigrés** (selon l'INED et l'INSEE). « Le brassage progresse au fil des générations (...). **L'immigration n'est pas une intrusion massive, mais une infusion durable. Notre horizon n'est pas le grand remplacement mais le grand renouvellement.** » selon le démographe François Héran, professeur au Collège de France à la chaire Migrations et sociétés, dans son livre « Immigration, le grand déni » (voir lettre 52). En matière de chiffre, 49 % des Français pensent que les immigrés sont « trop nombreux », mais ils sont presque unanimes pour estimer que « les membres des groupes minoritaires ayant la nationalité française sont "des Français comme les autres" ».

Michel Girard

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/6468640> , <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1410693>

<https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/chiffres/france/immigres-etrangers/population-immigree/>

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/03/19/apres-le-choc-du-49-3-est-il-raisonnable-d-agiter-le-chiffon-rouge-de-l-immigration\\_6166107\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/03/19/apres-le-choc-du-49-3-est-il-raisonnable-d-agiter-le-chiffon-rouge-de-l-immigration_6166107_3232.html)

<https://www.infomigrants.net/fr/post/47493/immigration-en-europe--ou-en-eston-vraiment>

CERCLES DE SILENCE .....	3
CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE.....	4
FRANCE.....	4
Communiqué de presse de La Cimade suite aux déclarations du président Emmanuel Macron concernant le projet de loi asile et immigration .....	4
favoriser l'insertion professionnelle des migrants .....	5
Décryptages du projet de loi asile et immigration .....	6
<b>Arras</b> .....	6
<b>Avignon</b> .....	7
Beyssenac (CORrèze).....	7
Calais.....	7

<b>Luzy</b> (Nièvre) .....	8
Une nouvelle vie pour Hassan. ....	8
La gestion de l'attente. ....	8
Il ne doit pas y avoir une seule faille .....	9
<b>Lyon</b> .....	10
Modane.....	10
Montpellier.....	10
Paris.....	11
Quimper .....	11
<b>Rennes</b> .....	12
La Réunion.....	12
<b>Rouen</b> .....	12
Saint-Brévin .....	13
<b>Saint-Nazaire</b> .....	13
MANCHE .....	14
France – Grande Bretagne.....	14
MÉDITERRANÉE.....	15
Algérie-Sardaigne .....	15
Italie-libye .....	15
SOS MEDITERRANEE (l'Ocean Viking).....	15
Le Géo Barents.....	16
UNION EUROPÉENNE .....	16
Projet pour la migration et l'asile en Europe .....	16
Croatie .....	16
Grèce .....	17
<b>Trois femmes, symbole de l'aide aux migrants</b> .....	18
Hongrie.....	18
Italie .....	18
Italie - Croatie – Slovénie .....	20
Pays-Bas.....	20
<b>Vatican</b> .....	21
EUROPE.....	22
Réflexion sur la crise structurelle .....	22
Frontex .....	22
Islande .....	22
Royaume-Uni.....	23
Serbie .....	25

ONU - ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRANTS.....	25
<b>Les villes où il fait bon vivre pour les migrants</b> .....	25
ASIE.....	26
Turquie .....	26
AFRIQUE .....	26
Algérie.....	26
Côte d’Ivoire .....	27
Darfour .....	27
Madagascar – Mayotte - Comores .....	28
Maroc .....	28
Sénégal.....	29
Tunisie.....	30
AMERIQUE.....	32
USA.....	32
TEMOIGNAGE.....	32
<b>Un Camerounais installé au Maroc</b> .....	32
Un Ivoirien ayant fui la guerre en Ukraine se bat pour rester en France .....	33

## CERCLES DE SILENCE

A Paris, vendredi 17 mars 2023, une quinzaine de personnes participaient au cercle de silence, et 5 ou 6 personnes s’y sont joints. Beaucoup de tracts ont été distribués et les passants prenaient le temps de lire les pancartes et de demander des explications, c'est très encourageant. Pour la suite, le cercle envisage des solutions pour dynamiser le mouvement : interpeller les associations d'aide aux migrants, participer nous-mêmes au Cercle de Versailles, relancer la grande liste de sympathisants etc.

Le Cercle de La Rochelle continue à se rassembler 15 à 17 personnes. 150 à 170 tracts sont distribués aux passants.

Le dernier cercle de silence de Cergy, s'est tenu le 7 mars veille, de la journée des femmes. Grace à l'implication des personnes attachées à son existence, nous avons retrouvé une fréquentation de 25 personnes lui donnant une visibilité plus grande et fixant l'attention des passants rejoignant la gare de Cergy-Préfecture ou se rendant au centre commercial des 3 fontaines. Dans l'intervalle des cercles il a été décidé de maintenir une présence par mail et d'adresser à tous les contacts une lettre relatant les événements importants en lien avec la rétention administrative ou la situation et l'accueil des migrants en France.

Le cercle de silence d’Aix-en Provence s’est réuni samedi 11 mars et a rassemblé 55 participants sur la Place de la Rotonde à l’orée des Allées Provençales.

"Uni-e-s contre une immigration jetable" a invité au 149<sup>ème</sup> cercle de silence de Saint-Nazaire, les personnes intéressées les conséquences de la future loi "immigration-intégration" que le Défenseur des Droits commente : "Ce projet de loi fragilise ainsi considérablement les droits et libertés fondamentaux des étrangers. Il inverse le lien entre séjour et intégration, le droit au séjour

étant la première condition d'une intégration réussie.

Les participants du dernier cercle de silence, qui s'est tenu samedi 4 mars à Bressuire, ont été invités à signer une pétition afin de montrer leur opposition au nouveau projet de loi Asile et immigration. L'Arddib a récolté la signature de neuf organisations locales et de 43 personnes à titre individuel et a déposé cette pétition à la permanence du député des Deux-Sèvres.

Le cercle de Versailles a réuni une vingtaine de personnes, mais les agresseurs du mois de janvier 2023 ne sont pas revenus, peut-être dissuadés par la grosse pluie ?

## CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE

**L'État est en train de construire de nouveaux CRA sur le territoire**, en 2027 le nombre de places aura triplé en 10 ans. A **Olivet**, commune jouxtant Orléans, son ouverture est prévue en 2023. Deux autres CRA sont en projet pour 2025 au **Mesnil-Amelot** (64 places) et à **Bordeaux** (140 places). La construction d'un CRA 140 à Pessac (agglomération Bordelaise) est prévue pour septembre 2024. Le budget prévu est de 230 millions d'euros. Riverains, élus, écologistes et militants tentent de faire capoter le projet.

<https://www.streetpress.com/sujet/1665997224-projet-construction-centre-retention-administrative-cra-bordeaux-impasse-riverains-ecologistes-elus-ministere-interieur-darmanin>

« *Par ailleurs, le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer a décidé l'installation d'un centre de rétention administratif dans le **Département de la Loire-Atlantique** dans les délais les plus rapides.* » Un mouvement de protestation est né à Nantes pour s'opposer à cette décision qui n'a pour vocation que la répression toujours plus poussée des personnes sans papiers français. Déjà plusieurs manifestations et rassemblements ont pu avoir lieu contre la possibilité d'installation d'un CRA en Loire Atlantique.

<https://nantes.indymedia.org/events/83806/manifestation-contre-la-construction-dun-cra-en-loire-atlantique/>

## FRANCE

### **COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA CIMADE SUITE AUX DECLARATIONS DU PRESIDENT EMMANUEL MACRON CONCERNANT LE PROJET DE LOI ASILE ET IMMIGRATION**

Lors de son interview du [22 mars 2023], le président de la République a confirmé que **le projet de loi asile et immigration serait retiré de l'ordre du jour de la séance publique du Sénat la semaine prochaine**. Pour La Cimade, cette annonce était la seule possible : dans la crise sociale, politique et démocratique que nous traversons, notre société a plus que jamais besoin de solidarité, de cohésion, de justice ; certainement pas de davantage de répression et de stigmatisation des personnes exilées, à travers un projet de loi qui était porteur de graves atteintes aux droits.

En ce sens, La Cimade demande à ce que ce projet de loi soit définitivement abandonné. Et que, contrairement à ce que laisse penser la déclaration du président de la République évoquant « plusieurs textes » à venir en substitution, ses dispositions répressives ne soient pas réintroduites de

manière détournée à travers d'autres véhicules.

Car pour La Cimade, cette annonce de retrait du texte sous sa forme actuelle doit avant tout permettre aujourd'hui de reposer les bases du débat public et politique sur les enjeux migratoires, qui doit être envisagé non plus sous l'angle de la menace et de l'alimentation des peurs, mais à l'aune de l'accueil et de l'hospitalité, dans un monde où les migrations vont continuer à occuper une place grandissante.

A l'heure où les listes de personnes mortes sur les routes de l'exil s'égrènent dans l'indifférence quasi générale, où précarité et maltraitance demeurent le quotidien de trop nombreuses personnes migrantes en France, où des mouvances d'extrême-droite menacent sur les territoires élu.e.s et citoyen.ne.s favorables à l'accueil des personnes exilées, il est enfin temps de faire valoir que d'autres politiques migratoires sont possibles. Plus que jamais, La Cimade continuera à se mobiliser en ce sens, pour la régularisation de toutes les personnes sans-papiers, un accueil digne et sûr à nos frontières, un droit d'asile véritablement protecteur, la fermeture des lieux de privation de liberté spécifiques aux personnes étrangères ou encore la suppression de la double peine.

<https://www.lacimade.org/presse/suite-aux-declarations-demmanuel-macron-la-cimade-demande-labandon-pur-et-simple-du-projet-de-loi-a-sile-et-immigration/>

## ***FAVORISER L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES MIGRANTS***

En France, 7 millions de personnes sont issues d'un autre pays, selon une étude de l'INSEE de 2022. Cette population immigrée vient à 47% de pays d'Afrique et 33% d'autres pays européens. Les migrants constituent la plus forte proportion de chômeurs dans la population active. Discrimination, problème de reconnaissance des diplômes, barrière de la langue sont autant de freins à l'embauche pour les immigrés en France. Alors, quels compétences et atouts mettre en avant pour favoriser leur insertion professionnelle ? Et comment développer et faire jouer le réseau communautaire pour plus de solidarité entre migrants ?

La Coordination France de SINGA est une association qui favorise les relations entre les immigrés et les personnes locales pour une meilleure insertion professionnelle. Sur l'île Saint-Denis, au nord de Paris, un ancien site industriel avec des métaux lourds hydrocarbure, dioxine, etc. : une parcelle de 3,6 hectares appelée « L'il'Ô », est racheté par l'association Halage et devient un chantier d'insertion. Certains salariés spécialisés en horticulture font pousser des fleurs pour notamment les faire sécher et assembler des bouquets. Et d'autres se consacrent aux espaces verts... Ces salariés, dont certains sont en insertion, apprennent à s'occuper des jardins publics des villes voisines, ou bien ils travaillent sur la parcelle même de l'association. Ici, pas de politique spécifique pour embaucher des personnes récemment arrivées en France, mais de fait, elles constituent près de deux tiers de l'équipe. Sur « L'il'Ô » où aujourd'hui on s'occupe du compost, ces « déchets verts » utilisés comme engrais. Ces personnes migrantes sont accompagnées par des conseillers en insertion professionnels, continuent soit en horticulture, soit dans un autre domaine. 60 % de leur temps est consacré à l'arboriculture et 40 % à l'apprentissage du français et à la formation sociale. Les responsables de ces chantiers d'insertion doivent penser à la sortie des travailleurs, et donc être en relation avec les entreprises qui pourraient embaucher.

La capacité d'accueil en France est supérieure à ce qu'on pense : on pourrait accueillir 3 à 4 fois plus d'ukrainiens. Cependant, **la France n'est pas attractive**. 32 % des nouveaux arrivant ont un niveau supérieur au bac et pourraient continuer leurs études en faculté, mais ils ont des difficultés administratives. **Il faut reconnaître les compétences** et de favoriser l'utilisation de celles-ci pour éviter un gaspillage de compétence. On a la responsabilité d'accueillir et de s'ouvrir à une source de **richesse apportée par les étrangers**. Ainsi des réfugiés se sont formés et ont été embauchés au

Musée 'Orsay pour faire les visites en langues qui n'existaient pas encore (arabe, pachtou, etc.). Il faut accélérer l'inclusion. Pour ce, il faut un accompagnement global qui anime et assure les diverses approches administratives, les conditions pour obtenir un logement, apprendre la langue et avoir un emploi. Et tout cela en même temps, pas les uns après les autres ! Tout en ayant une activité professionnelle. Les entreprises privées ont une possibilité pour aider les réfugiés, en dépassant des peurs dues à la langue imprécise des candidats ou au racisme.

L'Article 3 de la future loi, prévoit la régularisation temporaire en plein droit par le travail pour métier en tension. C'est une avancée, mais ne va pas jusqu'au bout : il faudrait faire de même pour les autres métiers. Actuellement toutes les personnes qui travaillent et n'ont pas leur papier, sont dans des métiers en tension.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/8-milliards-de-voisins/20230316-comment-favoriser-l-insertion-professionnelle-des-migrants>

## DECRYPTAGES DU PROJET DE LOI ASILE ET IMMIGRATION

Entendu, lundi 13 mars 2023, par la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH), le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii), a déclaré que les ressortissants étrangers qui **échoueraient à ce test** pour un niveau de français minimal, **ne seraient pas expulsés**. Aujourd'hui, l'obtention d'un titre de séjour n'est pas conditionnée à la maîtrise du français. Seule suffit une participation à **une formation linguistique** - sans test final. *"Il ne s'agit pas d'exclure les personnes du droit au séjour à travers cet objectif de langue". "Fixer un objectif aux personnes, c'est une manière de les motiver. L'exigence de langue est aujourd'hui assez faible, puisqu'elle est d'assister à 80 % des heures de cours"*, tandis que 67 % des signataires du Contrat d'intégration républicaine (CIR) atteignent le niveau minimal de français, a-t-il poursuivi pour défendre cette mesure du volet intégration du projet de loi. Cette mesure permettrait d'atteindre une *"harmonisation européenne"*. *"Les pays qui ont une exigence beaucoup plus forte sur la langue ne sont pas forcément des pays qui intègrent moins"*, par exemple l'Allemagne où l'exigence linguistique *"existe avant même l'arrivée sur le territoire allemand"*, dans le cadre du regroupement familial. Avec ce projet de loi, le gouvernement entend par ailleurs faciliter les expulsions des étrangers délinquants et entreprendre une réforme structurelle du droit d'asile. Le texte, qui fait l'objet d'une **opposition radicale des Républicains**, doit être examiné jusqu'à **début avril au Sénat** avant un passage à l'Assemblée nationale prévu autour de l'été.

Le Sénat vient de durcir plusieurs aspects dans l'indifférence générale : **durcissement de l'accès au regroupement familial, fin de l'Aide Médicale d'Etat, facilitation des expulsions**.

[https://www.huffingtonpost.fr/politique/article/projet-de-loi-immigration-le-senat-durcit-largement-le-texte\\_215354.html](https://www.huffingtonpost.fr/politique/article/projet-de-loi-immigration-le-senat-durcit-largement-le-texte_215354.html)

<http://www.associationsalam.org/>

## ARRAS

À Arras, des adultes étrangers apprennent les ingrédients d'une salade composée. Arrivés sur le sol français depuis moins de cinq ans, ces migrants ont des niveaux très inégaux. La professeure de français langue professionnelle, s'adapte. *"Je les laisse parler un peu leur langue pendant le cours, parce que ça leur permet de traduire, de travailler, (...) ils voient un peu les leviers qu'ils ont, tout seul, pour pouvoir apprendre"*. La gérante d'un restaurant, elle-même réfugiée, s'est proposée pour participer au programme d'insertion. *"C'est le départ qui est difficile, donc si on trouve quelqu'un autour de nous pour le départ, (...) il n'y aura pas de soucis pour après"*. Il s'agit d'une expérimentation de l'intégration par le travail pour ces réfugiés. Cette classe pilote va durer six mois.

<https://www.francetvinfo.fr/societe/immigration/immigration-dans-le-pas-de-calais-des-migrants-participent-a-une->

## AVIGNON

Un malien de 33 ans installé à Avignon, va pouvoir rester en France et reprendre le travail. La préfecture de Vaucluse lui a accordé une **régularisation exceptionnelle**. En France depuis 2014, il avait suivi plusieurs formations. Il était **chauffeur de bus en CDI** chez Transdev lorsqu'en octobre, la préfecture l'avait obligé à quitter le territoire français. Une pétition avait rassemblé près de 2.500 signatures pour dénoncer cette situation incompréhensible. Aujourd'hui il est ravi d'avoir obtenu le droit de rester en France. Il attend avec impatience de reprendre le travail : *"Je suis content. Je vais pouvoir reprendre mon activité. Plusieurs entreprises sont prêtes à me prendre. Je remercie Madame la préfète de nous avoir entendu. **Mon combat individuel était aussi collectif** : j'ai reçu beaucoup de coups de fil et de messages de soutien. Je peux dire qu'il y a de l'humanité et de belles valeurs en France."*

## BEYSSENAC (CORREZE)

Un **nouveau centre d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA)** doit prochainement ouvrir ses portes à 40 migrants. Vingt doivent y être accueillis dès avril 2023, puis 20 autres d'ici la fin de l'année. a suscité une vive inquiétude parmi des habitants de la commune rurale. *"Pour moi, l'endroit n'est pas adapté"*. *"On aurait préféré que le projet soit touristique ou hôtelier"*, explique le fondateur du collectif "Sauvons Beyssenac", soutenu par l'extrême-droite et qui regroupe une cinquantaine de personnes. Le village compte 357 habitants. *"C'est un site qui est mal placé car il est éloigné des commerces et des services de santé"*, complète le maire. La préfecture a tenté de rassurer sur l'isolement de l'emplacement : *"Les transports seront organisés et réalisés par les membres de l'équipe éducative avec des véhicules de service. Ils permettront aux élèves [du CADA] d'être transportés dans leurs établissements scolaires, aux personnes d'aller faire leurs courses deux fois par semaine, ainsi que, dans une certaine mesure, de participer à des activités extérieures et d'accéder à des sorties collectives"*, a-t-elle expliqué sur son site, le 7 mars 2023. *"Par ailleurs, l'association assurera le transport des personnes vers leurs rendez-vous administratifs ou de santé."* L'association Viltais, spécialisée dans l'insertion sociale, qui a été missionnée par l'État pour prendre en charge ce CADA, se veut rassurante : *"Une fois que les gens auront côtoyé les demandeurs d'asile, ils se rendront compte que ce sont des gens qui ont fui leur pays en guerre et ils viendront les soutenir si besoin"*. Viltais est en passe d'acquérir l'hôtel de la Mandrie, un ancien hôtel-restaurant, désormais à l'abandon, pour 500 000 euros. *"L'hôtel de la Mandrie ne trouvait pas repreneur depuis de long mois : il offre un site tout à fait adapté pour un CADA. Que ce site soit en zone rurale ne pose pas de difficulté majeure"*, explique la préfecture. Le collectif "Sauvons Beyssenac", soutenu par les partis d'extrême droite Reconquête et Les Patriotes, **espère l'annulation du projet**. Il a organisé une manifestation à Pompadour le 18 février 2023, rassemblement auquel a répondu un collectif **d'habitants favorables à l'implantation du CADA**. Le Rassemblement national s'est aussi saisi du sujet en montant son propre collectif "Non au CADA Beyssenac". Le 25 février 2023, une manifestation à l'initiative du mouvement nationaliste l'Action Française a rassemblé **une trentaine de personnes** aux cris de "On est chez nous". Pour tenter d'apaiser la situation, la préfecture de Corrèze organise une réunion publique jeudi 16 mars 2023 à 18h à Beyssenac.

## CALAIS

Alors qu'un épisode neigeux important a touché Calais et le département du Nord ce mercredi, le plan Grand froid n'a pas été déclenché par la préfecture. Depuis plusieurs semaines, un bus supplémentaire permet aux migrants qui le souhaitent de rejoindre un centre d'accueil. Mais pour les associations, ce dispositif est insuffisant en termes de mise à l'abri hivernale.



## LUZY

(NIEVRE)

Depuis 2018, le village de Luzy et ses 1 900 habitants accueillent des demandeurs d'asile dans l'attente du traitement de leur dossier. Cinq ans plus tard, la commune du ne regrette pas d'avoir fait le pari de l'intégration et une poignée d'entre eux y ont bâti leur nouvelle vie. Une aubaine contre le manque de main d'œuvre et la désertification des territoires.

**Une nouvelle vie pour Hassan.** 32 ans, quitte en 2011 la **Somalie**, en proie à la famine et victime d'un conflit entre forces gouvernementales et islamistes shebabs. Suit un long parcours : Érythrée, Éthiopie, Soudan... Il reste "25 jours dans le Sahara" puis la Libye, où il passe plusieurs mois en prison, la traversée de la méditerranée puis l'Europe. D'abord en Italie, puis en Belgique et en Allemagne. Il enchaîne les petits boulots en étant sans-papiers jusqu'à arriver à Paris, six ans après son départ. Dans la capitale, il passe deux mois à vivre dehors sous un pont près de Porte de la Chapelle quand un jour la police débarque un matin pour évacuer son camp. Il est ensuite envoyé de centre en centre jusqu'à finir sa route à Luzy, un village de 1 900 habitants dans la Nièvre. Aujourd'hui, il travaille comme cuisinier au bar de l'église, est membre de l'équipe de foot locale et "connaît tout le monde à Luzy". Dans les rues, tous vantent son parcours. Mais "les premiers mois étaient difficiles". "Quand tu es nouveau dans un petit village, tu restes tout le temps à la maison. Tu ne sais pas trop quoi faire". Muni de son **statut de réfugié**, c'est depuis son propre appartement qu'Hassan raconte son histoire. Un drapeau français rempli le mur du salon. À côté, une bibliothèque avec quelques livres ou encore un manuel de révision du code de la route qu'il s'apprête à passer. Sur la table, un exemplaire du quotidien Libération sur l'accueil des migrants a été scanné accompagné d'un mot : "Bonne lecture. Tes voisins d'en face". Il recouvre le calendrier 2022 du village, sur lequel figure Hassan, entouré des autres membres de l'équipe de foot.

**La gestion de l'attente.** Cinq ans plus tôt, il faisait partie du premier groupe de demandeurs d'asile à être accueilli au Shuda (**structure d'hébergement d'urgence pour demandeurs d'asile**) de Luzy. Depuis fin 2018, 60 places, majoritairement occupées par des Afghans, Bangladais ou Syriens, sont ouvertes dans cet immeuble gris de cinq étages. Ici, environ 50% des personnes obtiennent l'asile, selon la responsable du lieu. C'est la Fédération des œuvres laïques de la Nièvre qui a pris la charge du centre d'accueil après un appel à projet de l'État. Quatre personnes épaulent quotidiennement les demandeurs d'asile dans les procédures administratives et leur quotidien. "La plus grosse difficulté pour eux, c'est la gestion de l'attente. Tant qu'ils n'ont pas de réponses, ils ne peuvent pas se projeter dans l'avenir".

Installé en bordure du village et entouré de champs à perte de vue, le Shuda, offre un moment de "calme" à des demandeurs d'asile fuyant souvent un passé tumultueux. Après avoir quitté Kaboul suite à la prise du pouvoir des Taliban, elle, son mari et sa fille ont été orientés par les autorités vers Luzy. C'est ici qu'elle a mis au monde son dernier enfant, un petit garçon maintenant âgé de deux mois. "Les derniers moments que nous avons passés en Afghanistan ont été les plus durs de notre vie. Nous avons besoin d'un tel endroit où nous sommes en sécurité. La nuit, nous n'entendons plus de coup de feu ou d'explosions, donc ici, c'est l'endroit parfait".

Un jeune demandeur d'asile arrivé à Luzy il y a trois mois, raconte être soulagé. "Ici, c'est un lieu sûr", confie-t-il dans un anglais balbutiant. "Porte de la Chapelle [Paris], c'était dangereux et il faisait très froid. Ici, les gens sont incroyablement gentils".

"Ils ont vraiment le cœur sur la main", confirment une famille syrienne. Ils ont quitté la Syrie avec leur fils et ont obtenu leur statut de réfugié il y a tout juste une semaine. "Dès que tu as un problème, n'importe qui dans la rue prend le temps de t'aider ou de corriger ton français", ajoute le père de famille. Tous sont unanimes, ils ont reçu un accueil qu'aucun n'aurait pu imaginer.

**"On se croirait au pays"** Depuis le début, les villageois sont mobilisés pour accueillir et faciliter au maximum leur passage dans la commune. Le collectif Luzy Hospitalité organise, comme toutes les semaines, des ateliers où les migrants sont invités à partager un moment avec les



habitants. On y retrouve des habitués : une femme bangladaise venue avec ses deux enfants, une mère d'origine congolaise, présente avec son fils et sa fille, sortie de l'école quelques minutes plus tôt. Pour Fidah et Omir, deux demandeurs d'asile afghans, c'est la première fois. Ils apprennent à jouer aux Dominos avec un des premiers membres du collectif. Même si aucun ne parle la même langue, ils font connaissance avec quelques mots. Derrière eux, la fillette peint un portrait et son frère, empile ses legos. *"Nous, notre rôle, c'est de travailler sur la sociabilisation des migrants, car on sait que c'est difficile"*.

Le collectif, avec d'autres associations locales comme La Casbah et Sceni qua non, organise des soirées pour que migrants et population se rencontrent. Ainsi, certains soirs, ce sont les demandeurs d'asile d'un pays qui sont aux manettes. Ils préparent le repas pour une cinquantaine de personnes, choisissent un film et racontent la vie qu'ils ont quittée. *"'On se croirait au pays', m'a dit une femme à la dernière soirée. Je pense que c'est le meilleur compliment qu'on puisse entendre"*, témoigne Coraline Potier, de la Casbah. *"Parfois, ils nous montrent des chants ou des danses de leur pays, c'est vraiment un échange avec tous. Il y a même des habitants des villages alentours qui viennent pour ces rendez-vous"*. Deux fois par semaine, **des cours de français** sont aussi organisés par des bénévoles dans une salle de l'école primaire de la commune.

Du côté de la mairie, qui avait déjà, **depuis 2014**, fait voter une déclaration faisant de **Luzy une "terre d'accueil"**, la maire a sauté sur l'occasion d'ouvrir le centre d'hébergement dès qu'elle s'est présentée. *"Le Shuda est intégré dans la totalité des événements de la commune"*. Outre l'aspect humain, l'accueil des demandeurs d'asile est aussi un atout précieux pour ces communes dont la population baisse depuis 40 ans. *"Le bâtiment où ils sont logés était censé être démoli, avec l'accueil des demandeurs d'asile, il a finalement été rénové. Nous avons eu des renforts dans les écoles pour accueillir les enfants des familles. Et ces jeunes peuvent aussi occuper les emplois qui ne trouvent pas preneurs ici"*, explique la maire de Luzy.

Et effectivement, quand l'un a déposé ses CV, les réponses ont afflué. *"Au bout de deux semaines, l'hôtel, la crêperie, le tabac ou encore la scierie m'ont appelé pour savoir si j'étais toujours disponible"*, explique-t-il. *"Nous cherchions depuis longtemps un cuisinier. D'ailleurs, nous cherchons toujours du monde"*.

Pour ceux qui attendent toujours leur régularisation, du bénévolat leur est proposé. L'accès à la piscine municipale leur est également offert, tout comme des places de cinéma. À chaque fois dans la même optique : qu'ils se mêlent à la population.

### **Il ne doit pas y avoir une seule faille**

Parmi les dizaines de demandeurs d'asile passés par le Shuda, ceux qui ont bâti une nouvelle vie à Luzy font toutefois figure d'exception. **Les emplois disponibles, souvent peu qualifiés, ne correspondent pas forcément aux attentes des réfugiés et sont parfois des métiers éreintants**. Embauché dans le bâtiment, un Afghan arrivé en 2018 à Luzy, se dit *"jeune, donc capable de faire ce métier difficile"*. Mais pas indéfiniment. *"Je ne pense pas rester toute ma vie à Luzy. Je pense à me rapprocher d'une grande ville pour trouver un travail moins difficile que la maçonnerie"*.

Une famille a décidé de quitter ce village isolé. *"Ma femme veut reprendre les études de droit qu'elle a commencé en Syrie. Et moi, je veux retrouver un emploi dans la défense des droits de l'Homme. Ce n'est pas possible ici"*. . *"Ici, il n'y a pas d'université, nous ne pouvons pas poursuivre notre parcours"*. *"Et sans transport, c'est assez compliqué"*. Pour leurs cours de français, les réfugiés doivent par exemple se rendre à Nevers, à environ 1h30 de train de Luzy

**Si le projet fait aujourd'hui figure de réussite, avant son lancement, il a suscité de l'animosité**. Comme dans d'autres communes françaises, l'inquiétude avait pris les habitants à l'annonce de l'accueil de demandeurs d'asile. Lors d'une réunion publique, une quinzaine de **personnes "extérieures à Luzy"**, selon la Maire, ont perturbé la séance. Ils **ont accusé les migrants**

d'être des "voleurs ou encore des violeurs", se remémore l'élue. "Les gens vont fuir Luzy", ont-ils aussi avancé. **Un discours qui a répandu la peur** dans l'assemblée, mais qui est devenu *"tellement violent que les gens se sont levés, les ont sifflés et les ont fait sortir"*, raconte la Maire, qui se réjouit d'*"une belle victoire"*. En évoquant **les autres villes, dont certaines ont cédé face à la contestation**, elle ne s'étonne guère : *"Quand on a ce genre de projet, il faut le préparer solidement avec tous les acteurs. Il ne doit pas y avoir une seule faille"*.

## LYON

La ville de Lyon vote **un plan d'hospitalité pour les migrants**. Une partie de la droite s'est abstenue. Cinquante mesures pour « **un meilleur accueil des personnes en situation de migration** » étaient examinées, jeudi 9 mars 2023, par le conseil municipal de Lyon dans une feuille de route municipale 2022-2026. Une cinquantaine de jeunes migrants brandissaient des pancartes pour réclamer de l'aide à « *M. le Maire* », devant les grilles de l'Hôtel de Ville. Une poignée d'heures plus tard, le même « M. le Maire » vote le plan « **Lyon, ville hospitalière 2022-2026** ». Il y a là 50 mesures, de la création d'un deuxième « *pôle hygiène* » (bains douches), à la traduction des documents, en passant par « *un kit de bienvenue* » avec entrée gratuite au musée ou animation sportive, **la mobilisation d'appartements et de locaux municipaux non occupés**, la création d'une maison de l'hospitalité, le lancement d'une carte de citoyenneté ou encore le renforcement du rôle des bibliothèques dans l'apprentissage des langues. « *Quand on accueille bien, ça se passe bien. C'est le sens que la ville de Lyon souhaite donner à son action en matière d'hospitalité* ». La question n'est pas « *d'être pour ou contre les migrations* » mais de « *pleinement* » accompagner les migrants, qui doivent être « **reconnus comme acteurs de notre territoire** ».

<https://c.leprogres.fr/politique/2023/03/10/la-ville-de-lyon-vote-un-plan-d-hospitalite-pour-les-migrants>

## MODANE

Samedi 4 mars 2023, Un couple et six enfants (de 2 à 13 ans), d'origine russe, a été interpellée par la Police aux frontières (PAF), et retenu quatre jours dans la zone d'attente de Modane, à la frontière franco-italienne. C'est *"une pièce très petite, d'une dizaine de mètres carré, avec un seul lit superposé"*, décrit la porte-parole de l'association Anafé, dont les équipes étaient en contact téléphonique avec la famille. Dans cette pièce, une seule fenêtre, *"avec des barreaux, qui donne sur le quai de la gare"*. Un petit cabinet de toilettes est accessible, mais en revanche, pas de douche. Avec son unique lit superposé, la zone d'attente est loin de pouvoir recevoir une famille de huit. Le chauffage n'a pas été allumé. *"Les enfants sont tombés malades"*. *"La famille a donc été enfermée dans le local de rétention, alors qu'elle était sous procédure zone d'attente"*. *"Avec un simple refus d'entrée sur le territoire, normalement, elles ne peuvent pas y être placés. Mais là, ils l'ont fait vu la nécessité"*, pour la responsable de l'Anafé. *"La mère de famille était souffrante, elle avait des problèmes de santé. Elle voulait voir un médecin mais cela lui a été refusé"*. Contactée au sujet des conditions de rétention de cette famille, la préfecture de Savoie n'a pas répondu.

## MONTPELLIER

Dans un jugement prononcé le 7 mars 2023, **le tribunal administratif** de Montpellier a **rejeté une requête** du 31 mars 2021 conjointe de cinq associations : la Cimade, le Gisti, le Syndicat des avocats de France (SAF), la Ligue des droits de l'Homme et l'association des Avocats pour la défense des droits des étrangers, pour empêcher la préfecture de l'Hérault *"d'imposer l'utilisation d'un téléservice, d'une part, pour prendre rendez-vous en vue du dépôt d'un dossier de titre de séjour et, d'autre part, pour déposer un dossier de document de circulation pour étranger mineur"*. L'avocate du collectif, compte faire appel. *"Cette décision du tribunal de Montpellier est dommage"*. *"La rapporteure publique avait pourtant conclu qu'il fallait prévoir des modalités alternatives de prise*

*de rendez-vous*". Le tribunal s'est considéré que les délais de recours contentieux, qui doivent toujours être de deux mois, étaient dépassés. Il ne s'est pas prononcé sur le fond du dossier concernant **la dématérialisation**. Celle-ci est pourtant devenue la norme avec la création de l'Administration numérique pour les étrangers en France (ANEF), un téléservice mis en place en 2020 et qui regroupe toutes les démarches liées au droit au séjour. Un autre recours déposé contre la sous-préfecture de Béziers sur le même sujet a également été rejeté. Les préfectures du Rhône, d'Ille-et-Vilaine, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne ont aussi été ciblées. Une première défaite a été enregistrée au tribunal administratif de Nancy, en revanche **le recours déposé à Lyon a abouti** le 23 décembre 2022. Le 3 juin 2022, **le Conseil d'État** avait validé le décret pouvant rendre obligatoire le recours à l'ANEF par les préfectures, tout en obligeant le ministère de l'intérieur à proposer une *"solution de substitution"* pour les personnes concernées. *"Une telle obligation ne peut être imposée que si l'accès normal des usagers au service public et l'exercice effectif de leurs droits sont garantis"*, avait argué la juridiction dans sa décision. D'après le Conseil d'État, les préfectures doivent **prévoir des solutions alternatives** pour les personnes ne disposant pas de matériel informatique, comme des points d'accès numériques (PAN) en préfecture et la présence de fonctionnaires pour accompagner ces démarches. Or, *"ceux-ci ne peuvent pas vraiment être considérés comme des modalités efficaces puisqu'il faut prendre rendez-vous sur internet pour y accéder, c'est un peu le serpent qui se mord la queue"*. Par ailleurs, les plannings pour accéder à ces guichets sont souvent saturés de demandes. Près de **10 millions de personnes** sont concernées par l'ANEF

## PARIS

Jeudi 9 mars 2023, aux alentours de 21h30 aux abords de la station de métro Stalingrad, dans le nord-est de Paris, une vidéo, d'une vingtaine de secondes, a été filmée par une riveraine, qui vient régulièrement en aide aux exilés présents dans le quartier. Entre 70 et 100 hommes vivent sous cette station de métro depuis deux mois. La plupart sont originaires d'Afghanistan, mais on trouve aussi quelques Soudanais et des Tchadiens. La vidéo montre un CRS qui fait usage de gaz lacrymogène en direction des effets personnels des migrants, mis à l'écart, de l'autre côté du trottoir. Lorsque les matelas, les couvertures ou les vêtements sont imbibés de gaz, ils deviennent inutilisables. Le produit peut créer des démangeaisons et des irritations de la peau. *"Ces images font écho à une réalité qu'on observe depuis des années, et s'ajoute aux tentes détruites et lacérées. Mais pour une fois, sur l'utilisation de gaz, nous avons une preuve"*, explique un bénévole d'Utopia 56. *"La stratégie est toujours la même : intimider les exilés, les forcer à l'errance et les empêcher de s'installer"*. Si ces méthodes sont fréquentes, voire systématiques, les humanitaires estiment que le harcèlement à l'encontre des migrants s'est encore intensifié ces dernières semaines. *"C'est pire qu'avant, ils se font harceler matin et soir"*. Désormais, l'installation de tentes est presque immédiatement suivi d'un démantèlement. *"Dès que des migrants se posent quelque part, la police intervient immédiatement pour les chasser. À Stalingrad, une équipe de police réveille les exilés tous les matins et les exhorte à quitter les lieux. À plusieurs reprises, leurs affaires ont été jetées dans des bennes quand ils ne se trouvent pas sur le campement"*. Ce jeudi soir, une fois les policiers partis, les migrants se sont réinstallés au même endroit, certains à même le sol. Utopia 56 a de son côté saisi la Défenseure des droits et l'IGPN, la police des polices, mais nourrit peu d'espoirs que *"cela aboutisse à quelque chose"*.

## QUIMPER

Un collectif de plusieurs associations de Cornouaille s'oppose à la loi Asile et immigration, dite « loi Darmanin ». Il organise un rassemblement, vendredi 24 mars 2023 devant la préfecture. *« Le gouvernement propose un nouveau projet de loi pour renforcer la répression et la réduction des droits envers les personnes étrangères, dont le traitement actuel est déjà indigne. Ce projet de loi Asile et immigration, dite « loi Darmanin », prépare plusieurs choses : des mesures répressives comme le retrait de la carte de séjour aux étrangers qui critiqueraient les principes de la République, l'élargissement du motif de "menace pour l'ordre public" pour les étrangers, la*

*systématisation des expulsions ; une restriction des droits des demandeurs d'asile et en particulier de leurs possibilités de faire des recours juridiques [...] »*

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/quimper-29000/a-quimper-un-rassemblement-contre-la-loi-a-ile-et-immigration-vendredi-24-mars-5a4d4118-c743-11ed-97ad-1a193e48a1bd>

## RENNES

L'association des **Patrons et patronnes solidaires** vient de créer une antenne à Rennes. Comme ailleurs en France, elle facilite les démarches quand un employeur souhaite recruter un travailleur migrant. Créée il y a deux ans, elle attend de l'administration **une simplification des démarches** pour que les « petits patrons » à la recherche d'apprentis puissent embaucher de jeunes réfugiés en toute légalité. Dans un marché de l'emploi tendu, où il n'est pas toujours facile de trouver de la main-d'œuvre, le problème touche de nombreuses entreprises.

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/rennes-35000/a-rennes-les-patrons-solidaires-veulent-faciliter-lembauche-de-refugies-6bc4a5e0-b879-11ed-b2d7-3582c90d306b>

## LA REUNION

Une comorienne est arrivée à La Réunion en septembre 2022, munie d'un visa délivré par la France pour lui permettre d'accompagner sa fille, âgée de 11 ans. En effet, l'enfant, gravement malade, ne pouvait pas bénéficier aux Comores de soins essentiels. Le 22 février 2023. La mère s'absente de l'hôpital, et **fait l'objet d'un signalement par le CHU** dès le lendemain, 23 février. Le 27 février 2023, la maman est soumise à un contrôle d'identité dans la chambre d'hôpital de son enfant. Au sein du Pôle Famille/Enfance du CHU, en pleine après-midi, les agents de la Police Aux Frontières la contrôlent puis l'interpellent. Elle est conduite au Centre de Rétention Administrative en vue de son expulsion. Sa fille dont l'hospitalisation touche à sa fin, est alors placée à l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) et confiée à une famille d'accueil ce même jour. La mère est interpellée le lundi et demeure enfermée jusqu'au vendredi, alors **libérée par le Juge des Libertés et de la Détention** de La Réunion. L'ordonnance rendue par ce-dernier le 3 mars 2023 est sans équivoque : *“le contrôle d'identité de Madame est entaché d'une irrégularité qui porte atteinte à ses intérêts dès lors que ce contrôle n'a pas été effectué dans les conditions légales, et de surcroît, selon un **procédé déloyal caractérisé par une interpellation au sein du CHU**”*. La libération de la mère a ainsi été évidente. **Totalement illégale donc, l'interpellation effectuée au sein du CHU semble avoir été déclenchée par une communication entre une personne du CHU et les services réfectionnaires.** En effet, la PAF a agi sur la base d'informations recueillies *“lors d'un entretien social réalisé par le CHU de La Réunion”*, comme l'indique la décision préfectorale du 28 février 2023 portant obligation de quitter le territoire français. En communiquant ces informations, **le secret médical et la confidentialité de l'accompagnement social sont gravement entachés.** Nos associations s'inquiètent des multiples atteintes aux droits des patient·e·s de nationalité étrangère hospitalisé·e·s au CHU de La Réunion. La proximité entre les services hospitaliers et préfectoraux est préoccupante. Nous dénonçons la récurrence de pratiques discriminatoires et illégales issues d'une instrumentalisation du soin à des fins de contrôle migratoire : renvois forcés vers Mayotte, confiscation des documents d'identité et de voyage, désinformation sur le droit au séjour et chantage à la séparation parent/enfant. Ces mauvaises pratiques portent **atteinte au droit fondamental qu'est le droit à la santé**, indépendamment de la nationalité, du genre, du sexe, de l'âge, et du lieu de vie des personnes. Nous espérons rappeler la fonction première de l'hôpital public et du ministère de la santé : accueillir, soigner. Les espaces de soins se doivent d'être et de rester des lieux refuges pour les personnes malades, et non l'antichambre de l'enfermement et de l'expulsion des pouvoirs régaliens.

## ROUEN

Une mère tchadienne de cinq enfants était sous le coup d'une obligation de quitter le

territoire français, menacée d'expulsion, tout comme son fils, un étudiant d'une vingtaine d'années. Selon la mère, ses trois filles mineures risquent l'excision, une mutilation sexuelle, si elles rentrent au Tchad avec elle. Mais ce qu'a retenu le tribunal administratif, **c'est la bonne intégration de cette famille**, qui vit à Marommes près de Rouen, a expliqué leur avocate, alors que le tribunal administratif de **Rouen annule les OQTF**. Des associations se mobilisent depuis des semaines pour les soutenir, elles demandent désormais au préfet de la Seine-Maritime d'**accorder des titres de séjour en France pour cette famille**.

## **SAINT-BREVIN**

Le maire de Saint-Brevin-les-Pins, déjà menacé de mort par des opposants au (Centre d'accueil des demandeurs d'asile (voir lettre 52), a subi un début d'incendie, vers 5 h, à son domicile mercredi 22 mars 2023. Vers 5h, deux voitures garées devant son domicile et lui appartenant ont pris feu. L'incendie s'est ensuite propagé à une partie de la maison, mais heureusement, sans faire de victime. La procureure de la République de Saint-Nazaire, confirme qu'une enquête du chef de destruction volontaire par incendie sur personne dépositaire de l'autorité publique a été ouverte. Un expert incendie est intervenu dans la matinée. *"Ses premières conclusions conduisent à écarter la piste accidentelle et privilégier l'intervention de tiers et la piste criminelle"*. Trois salariés d'Airbus en route pour aller travailler ont donné l'alerte. *"Une chance encore qu'on nous ait réveillés pour nous dire que les véhicules étaient en feu, parce qu'autrement, on aurait pu être intoxiqués par les fumées. C'est quelque chose de très grave ce qui s'est passé cette nuit"*. Le maire de Saint- a déposé plainte dans la foulée de l'incident. Un autre élu du conseil municipal a été victime également d'exactions la nuit dernière. La voiture de cette conseillère a eu ses pneus crevés. *"Nous apportons notre soutien au maire et au Conseil Municipal"*, déclare le Collectif des Brévinnois Attentifs et solidaires, une association créée en 2016 pour accueillir les migrants venant de Calais et qui, depuis, leur apporte vêtements, formations, vélos, loisirs. Le président du collectif confirme que des menaces ont été proférées contre lui, dans sa propre boîte aux lettres, et contre différentes personnes, soutenant le projet de CADA ou simplement refusant de s'y opposer. Des mails ont même été envoyés à des parents d'élèves de l'école proche du futur CADA indiquant : *"Si vos enfants sont violés, ce sera de votre faute !"*. La nouvelle de l'incendie a suscité la colère de 5 députés Nupes de Loire-Atlantique qui ont co-signé un communiqué pour *"condamner cette agression avec la plus grande fermeté"* et exprimer leur soutien au maire. Le président du département de Loire-Atlantique, a apporté *"tout son soutien et sa solidarité"* au maire et à son équipe municipale, mentionnant les *"actes malveillants"* dont ils ont récemment fait l'objet. *"Aucune cause ne justifie que l'on s'en prenne à un élu de la sorte, écrit-il, Nous ne pouvons tolérer de telles violences qui fragilisent notre démocratie."*

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/pays-de-la-loire/loire-atlantique/saint-nazaire/le-maison-du-maire-de-saint-brevin-les-pins-entomagee-par-un-incendie-ses-deux-voitures-detruites-2737898.html>

## **SAINT-NAZAIRE**

**Chez Emmäus** à Saint-Nazaire, des migrants deviennent compagnons après un long voyage. Ils sont discrets sur leur vie d'avant Emmaüs, où ils travaillent, enfin posés, souvent après un long et difficile voyage. Dans les ateliers ouverts voici tout juste un an, les 48 compagnons et compagnes de la communauté Emmaüs Saint-Nazaire et quelques bénévoles accueillent autour du café. L'un, parti d'Érythrée en 2015 est arrivé là au terme d'un long voyage. *« J'ai 28 ans. Arrivé en Libye, j'ai pris un bateau pour l'Italie. Après trois ans en Allemagne, j'ai fait une tentative vers l'Angleterre via Calais. Je suis arrivé en France il y a vingt mois. »* Souriant mais discret, il entame la visite par les ateliers de tri et réparation des dons. Place de l'Étoile, c'est le linge : ce qui est bon à vendre : ici, et ce qui est inutilisable : dans le sac bleu, direction le Portugal pour recyclage. *« On garde des couvertures pour les camps de Calais ou Dunkerque. »*

<https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/saint-nazaire-44600/chez-emmaeus-a-saint-nazaire-des-migrants->  
page13

## MANCHE

### FRANCE – GRANDE BRETAGNE

Londres et Paris ont signé vendredi 10 mars 2023 un nouvel accord sur la question de la lutte contre l'immigration illégale. Après des années de brouilles, notamment sous le mandat de Boris Johnson qui reprochait à la France son inefficacité sur le dossier migratoire, Paris et Londres semblent avoir tourné la page des tensions.

Lors de la conférence de presse, le président français a dit : "*C'est un moment de retrouvailles, de reconnexion et de nouveau départ [...] C'est un sommet d'une nouvelle ambition*". Les nouvelles mesures annoncées par les deux pays pour stopper les traversées de la Manche :

1) Londres devrait verser à Paris une forte somme d'argent pour prévenir les départs en mer et augmenter les taux d'interception. "*Au cours des trois prochaines années, la contribution du Royaume-Uni sera de 141 millions d'euros en 2023-24, 191 millions d'euros en 2024-25 et 209 millions d'euros en 2025-2026*", soit plus **de 500 millions d'euros** pour les quatre prochaines années.

2) l'ouverture d'un nouveau centre de "détention" dans le nord de la France à Dunkerque. Le ministère français de l'Intérieur s'est, lui, montré plus évasif sur le sujet, évoquant un "**projet de centre de rétention administrative**" pour étrangers en situation irrégulière dans l'attente de leur expulsion, dont la **localisation serait "précisée ultérieurement"**.

3) Le déploiement de 500 agents supplémentaires sur les plages françaises, et davantage de drones pour aider les forces terrestres sont prévus.

Le sujet est explosif outre-Manche, où les conservateurs au pouvoir sont régulièrement pressés d'agir davantage. Emmanuel Macron a souligné que Londres et Paris voulaient "*avancer de concert*" contre l'immigration irrégulière tout en ayant "*conscience des enjeux humains*" et de "*l'extrême sensibilité de ces sujets*". Tous les nombreux accords franco-britanniques sont vivement critiqués par les associations, notant que **des mesures de sécurité renforcées avantagent généralement les affaires des trafiquants d'êtres humains**. "*Ils devraient donner l'argent directement aux passeurs ! Parce que c'est ce qui arrive quand on militarise une frontière*". Ces dernières années, aucune des personnes interrogées dans des camps de fortune de Calais n'avait entendu parler de l'augmentation des patrouilles de police, d'une surveillance accrue des frontières qui font les gros titres en France et en Grande-Bretagne. Et aucun n'a essayé de changer ses plans de traversée de la Manche après les accords entre Londres et Paris.

Lundi 20 mars 2023, **49 personnes** ont été secourues au large de Grand-Fort-Philippe, à une vingtaine de kilomètres de Calais. La veille en début de matinée, **25 personnes**, "*dont deux en hypothermie*", ont été secourues et ramenées à Calais. Elles ont ensuite été prises en charge par "*la police aux frontières et le service départemental d'incendie et de secours*". Un second sauvetage, durant lequel **40 migrants** ont été pris en charge, a eu lieu le jour même en milieu d'après-midi. Samedi 18 mars, c'est après un appel au secours de **24 rescapés** qu'une opération a été lancée. Quelques heures plus tôt, "*après deux heures de recherches*", une embarcation en difficulté a été localisée par un navire de commerce. Il y a **51 personnes** à bord. Le CROSS a récupéré l'ensemble des naufragés puis les déposer au port de Calais samedi 18 mars 2023 en début de matinée. La loi britannique a pour but de "*mettre un terme aux traversées de la Manche depuis la France vers le territoire britannique*". Les migrants n'ont jamais été aussi nombreux à traverser la mer sur des petites embarcations pour rallier le Royaume-Uni. Plus de 45 000 sont arrivés sur les côtes anglaises en 2022, contre 28 526 en 2021. Depuis le début de l'année 2023, **3 150 migrants ont déjà rejoint les côtes anglaises depuis l'Hexagone**.



# MÉDITERRANÉE

## ALGERIE-SARDAIGNE

Lundi 20 mars 2023 dans la matinée, des membres de la Protection civile, épaulés par des garde-côtes algériens, ont mené des opérations de recherche au large de l'Algérie pour retrouver une **embarcation en difficulté** en Méditerranée. Mais les secours sont arrivés trop tard, le canot avait déjà fait naufrage près de Skikda, dans l'est algérien. Neuf corps ont été repêchés, et seulement **deux personnes ont pu être secourues**, dont une femme. Huit migrants sont toujours portés disparus. Les exilés étaient tous originaires de Skikda. Selon l'un des survivants, *"une famille entière – une femme et ses trois enfants – figure parmi les disparus"*. Cette route entre les côtes nord-africaines et la Sardaigne reste peu fréquentée. Mais les flux migratoires y sont constants depuis plusieurs années, surtout en été. Et depuis janvier 2020, des arrivées de migrants sont également signalées en hiver, bien que les conditions météo soient peu propices à la navigation des petits bateaux à moteur. La majorité des migrants débarqués **sur l'île italienne partent d'Algérie**, dont les côtes se situent à **200 kilomètres**, et si la mer est calme, ses côtes peuvent être atteintes en **dix à douze heures**.

## ITALIE-LIBYE

En Méditerranée centrale, les naufrages s'enchaînent ces derniers jours. Un nouvel accident a eu lieu dimanche 12 mars 2023, au large de la Libye. Les passagers de l'embarcation avaient alerté dès samedi la plateforme d'aide aux migrants en mer, Alarm Phone. L'organisation de secours a immédiatement averti les autorités italiennes, maltaises et libyennes. "La situation était critique. Le bateau était à la dérive. Les conditions météorologiques étaient extrêmement dangereuses. Le même jour, l'avion de surveillance de l'ONG allemande Sea-Watch a également repéré le canot, informant à son tour les autorités compétentes de l'urgence de la situation. Selon les humanitaires, **les Libyens ont affirmé qu'ils "n'enverraient pas de navire"** pour secourir les naufragés. **Les Italiens ont raccroché au nez de l'ONG**. Les garde-côtes italiens assurent que les autorités libyennes, responsables du sauvetage dans cette zone, ont signalé *"un manque de disponibilité en matière de bateaux"*, et demandé l'aide de Rome. Ils disent avoir envoyé trois navires marchands vers l'embarcation de migrants, poursuit le communiqué. Mais d'après Alarm Phone, *"pendant de nombreuses heures, les navires marchands se sont contentés de surveiller la situation sans intervenir. De toute évidence, les autorités italiennes essayaient d'éviter que les personnes ne soient amenées en Italie, retardant l'intervention afin que les 'soi-disant' garde-côtes libyens arrivent et renvoient de force les personnes en Libye"*. Le navire marchand Froland a finalement procédé au sauvetage dimanche 12 mars 2023 au petit matin, mais **l'embarcation de migrants a chaviré lors de l'opération. Trente personnes ont perdu la vie et 17 ont été secourus**. Les survivants ont ensuite été transportés en Italie. Deux d'entre eux ont en revanche été débarqués à Malte, pour des soins médicaux urgents. Des bateaux cargos se trouvaient encore dimanche après-midi sur place pour tenter de retrouver des personnes disparues, avec l'assistance de deux avions de Frontex. Les ONG estiment que le **retard dans les secours et l'inaction des autorités compétentes a provoqué le naufrage** de l'embarcation. Ce cas du canot en détresse était **"connu des autorités depuis plus de 24h. Ils les ont juste sciemment laissés se noyer"**, a tweeté Sea-Watch. Même son de cloche chez Alarm Phone qui estime que les migrants *"seraient vivants si l'Europe n'avait pas décidé de les laisser se noyer"*.

## SOS MEDITERRANEE (L'OCEAN VIKING)

Trente personnes ont péri dimanche dernier en Méditerranée centrale, alors qu'elles auraient pu être secourues. Leur mort, comme celle de plus de 20 000 autres personnes, survenue dans la même zone depuis 2014, est le résultat de choix politiques délibérés de l'Europe. SOS

MEDITERRANEE appelle au rétablissement urgent de services efficaces pour la coordination de la recherche et du sauvetage en conformité avec le droit international. Nous demandons également le déploiement immédiat de moyens consacrés au sauvetage dans cette région maritime abandonnée.

<https://sosmediterranee.fr/communiqués-et-declarations/mediterranee-les-choix-politiques-des-etats-europeens-provoquent-plus-de-morts-en-mer/>

## LE GEO BARENTS

Il a repris la mer et se situe entre Tunisie et Sicile, le 22 mars 2023.

# UNION EUROPÉENNE

## PROJET POUR LA MIGRATION ET L'ASILE EN EUROPE

Le vice-président de la Commission européenne en charge de la Migration, ancien député européen grec, précise les directions des questions migratoires, une semaine avant un Conseil européen consacré à l'Ukraine et aux questions migratoires (23-24 mars à Bruxelles). Face au récent naufrage de migrants sur les côtes italiennes et à la mise en cause du **gouvernement italien** dans sa gestion de la crise migratoire, il défend une approche globale. *"Sur l'asile et la migration, on ne peut pas travailler comme un pompier et courir d'une crise à l'autre. Il faut construire un nouveau système complet pour la migration et l'asile en Europe. C'est notre proposition pour un nouveau pacte migratoire."* Malgré les difficultés entre les États pour aboutir à un accord, il souligne les avancées. *"La discussion est difficile car ce sujet est au cœur de la souveraineté nationale et les clivages sont forts (...) mais 60% de cet accord est déjà acquis. Nous travaillons pour arriver à cet accord avant les élections européennes dans 18 mois"*. C'est une priorité absolue et il faut rester optimiste sur l'issue de cet accord. Il détaille ce plan migratoire entre 3 étages : le premier étage concerne le **partenariat avec les pays d'origine** et aider ces pays, le deuxième la **protection extérieure des frontières** de l'Europe avec Frontex et le troisième la **solidarité** entre les 27 États. Concernant **Frontex**, il souligne la transition de l'Agence européenne de protection des frontières. *"Elle est passée d'un secrétariat à Varsovie à une agence opérationnelle avec 10 000 garde-côtes et garde-frontières d'ici 2027"*. Il réaffirme sa confiance en l'agence européenne qui vient de nommer un nouveau directeur exécutif. *"Notre modèle de migration est toujours compatible avec les valeurs de l'UE"*. Dans cette maison européenne de la migration, *"il faut avoir une porte pour l'immigration légale, pour éviter que les migrants ne rentrent par la fenêtre (...). Mais il faut construire la maison"*. Face aux demandes de certains États de construire des barrières, il rappelle que *"les murs, ce n'est pas le modèle européen pour gérer la migration"*. Concernant **l'Ukraine**, il juge ce pays *"engagé sans retour sur la voie de l'Union européenne"*, et l'accueil des quatre millions de réfugiés, remarquable : si parmi les 1,5 millions d'enfants réfugiés dans l'UE, la moitié ne sont pas scolarisés, *"c'est parfois qu'ils suivent un cursus ukrainien en numérique, mais nous essayons de faire passer l'idée qu'il vaut mieux qu'ils aillent à l'école chez nous"*.

<https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/ici-l-europe/20230317-margaritis-schinas-il-faut-des-portes-pour-les-migrants-sinon-ils-rentrent-par-la-fen%C3%AAtre>

## CROATIE

Le 13 mars 2023, La **police a arrêté un provocateur nazi** qui harcelait les Indiens et les Noirs dans les rues de Zagreb, en se filmant et en diffusant ces vidéos. Sur l'une d'elle, il s'exclame : *« voilà un autre Untermensch à Zagreb. Rentrez chez toi. Ce n'est pas ton pays, sale nègre ! »* *« C'est notre pays, la Croatie. C'est l'Europe. Pour les Blancs, pas pour les Noirs »*, poursuit l'homme. Il y a deux semaines, une autre vidéo mettant en scène le même homme avait été publiée sur Reddit. *« Je*

*viens à Zagreb et la première chose que je vois, c'est un Noir. Hé, le nègre. Le voici, nègre. Descend. Sieg Heil !* » Dans une autre vidéo, il exprime son soutien à l'Ukraine et fait un salut nazi avec sa main droite en l'air.

La police des frontières a découvert mardi soir 14 mars 2023, **30 ressortissants turcs** cachés dans la remorque d'un camion au poste frontière de Stara Gradiška, entre la Bosnie-Herzégovine et la Croatie. Ils ont été **renvoyés en Bosnie-Herzégovine**, tandis que le conducteur du camion, un homme de 28 ans, était placé en garde à vue.

Mardi 14 mars 2023, **neuf migrants turcs** ont été découverts par la police près de Slunj, dans le comté de Karlovac, dans un camion conduit par un citoyen du Kosovo âgé de 21 ans, qui s'était auparavant entendu avec un inconnu pour les transporter à Zagreb moyennant une somme d'argent promise. La police a signalé que les gardes-frontières du poste de Cetingrad ont empêché une autre tentative de trafic d'étrangers en arrêtant un camion immatriculé à Zagreb.

Les organisations humanitaires tirent la sonnette d'alarme. Chaque jour, des dizaines, voire **des centaines de migrants arrivent** depuis plus de six mois sur le **parking proche de la gare de Rijeka**. Il n'y a qu'une seule tente commune sur le parking où un nombre limité de personnes peuvent dormir, tandis que les autres dorment en plein air à côté de la gare. L'assistance aux migrants, dont la plupart viennent du Moyen-Orient, essentiellement d'Afghanistan, n'est fournie que par des organisations humanitaires qui se sont organisées avec un peu d'aide de la ville de Rijeka, alors que l'État ne fait rien.

La police croate a **arrêté quatre ressortissants ukrainiens**, soupçonnés d'avoir fait passer le 12 mars 2023 un groupe d'exilés iraniens en Italie dans la zone d'Ogulin. Le groupe comprenait aussi des Irakiens et un bébé. Deux Ukrainiens conduisaient la camionnette, tandis que deux autres circulaient en arrière dans une voiture balais.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-demieres-info>

## GRECE

**Un pêcheur égyptien condamné à 280 ans de prison pour avoir conduit un bateau de migrants.** En novembre 2022, un pêcheur originaire d'Égypte prend place avec son fils de 15 ans à bord d'un bateau chargé de près de 500 migrants, avec l'espoir de rejoindre l'Europe. Le père souhaite atteindre la Grèce, puis le Royaume-Uni où un autre de ses fils a demandé l'asile. N'ayant pas les moyens de payer le voyage, il accepte l'offre des trafiquants qui consiste à conduire le bateau contre la gratuité de sa place. Depuis plusieurs années, les passeurs ne montent plus sur les navires pour éviter d'éventuelles poursuites en Europe. Ils demandent à des migrants de tenir la barre à leur place. Le jour de la traversée, alors que les conditions météorologiques se dégradent et que le bateau délabré dérive dans une mer agitée, les migrants sont secourus par un patrouilleur des garde-côtes grecs. Ils sont remorqués jusqu'au port de Paleochora, en Crète. Parmi eux sept passagers accusés d'avoir fait passer 476 migrants sont arrêtés. **Le pêcheur** risquait 4 760 années de prison. En vertu d'une loi grecque de 2014, il encourait **10 années de prison pour chaque passager** présent sur le navire. Mais le tribunal "*a pris en compte [les] raisons*" pour lesquelles il a accepté de conduire le bateau et lui a infligé une "*moindre*" **peine : 280 ans**. Cette condamnation a indigné plusieurs groupes de défense des droits de l'Homme actifs en Grèce. Les militants ont rappelé que le pêcheur égyptien avait été contraint d'utiliser ses compétences en navigation en raison des mauvaises conditions météorologiques. "*Nous condamnons fermement cette criminalisation scandaleuse des personnes en déplacement*", a déclaré un porte-parole de Borderline Europe, une ONG qui soutient les migrants. "*Comment diable les autorités européennes peuvent-elles croire que des gens peuvent venir dans un bateau sans que quelqu'un le pilote ?*", a-t-il ajouté. Le cas de ce pêcheur n'est pas isolé. Environ **2 000 demandeurs d'asile croupissent dans les geôles grecques** pour trafic illégal de migrants. Tous ont écopé de lourdes peines après avoir été reconnus coupables d'avoir conduit les canots dans

lesquels ils se trouvaient. En plus **d'être accusés d'avoir joué le rôle de passeurs**, la justice fait peser sur certains d'entre eux la **responsabilité des décès survenus** au cours de la traversée. Les exilés condamnés pour un tel motif représentent la deuxième plus grande catégorie de détenus en Grèce. *"Le but de cette criminalisation des demandeurs d'asile est de créer la peur en imposant des sentences très lourdes, et d'en faire des exemples pour dissuader ceux qui seraient tentés de venir sur les îles grecques"*, avait déclaré l'an dernier le directeur du Conseil grec pour les réfugiés.

### Trois femmes, symbole de l'aide aux migrants

La photo avait fait le tour du monde en 2015. On y voyait **trois vieilles dames assises** sur un banc. L'une d'elle, Emilia Kamvysi, donnait le biberon à un bébé syrien, dont les parents venaient d'arriver sur l'île grecque de **Lesbos** après une périlleuse traversée de la mer Égée. Cette grand-mère de 93 ans s'est éteinte dimanche 12 mars 2023 et enterrée le lendemain sur son île. Ses deux comparses sont décédées en 2019 et 2022. avait une histoire singulière, pas si éloignée de celle des exilés. Les parents d'Emilia Kamvysi, des Grecs installés sur l'île turque de Cunda, ont été persécutés et menacés de morts en 1992, au moment de la guerre entre la Turquie et la Grèce. *"Ils ont fui sur des bateaux de pêcheurs avec pour simple bagage des ballots de vêtements et une machine à coudre"*, avait-elle raconté. Ils étaient **venus à Lesbos avec l'espoir de vivre un avenir meilleur**, comme les milliers de migrants qui débarquent chaque année sur les îles grecques. En 2015, au plus fort de la crise migratoire, les trois femmes étaient très actives dans l'aide aux migrants. Elles ont passé des mois à se rendre presque quotidiennement sur la plage pour y accueillir les exilés épuisés par leur voyage, afin de leur apporter du réconfort mais aussi des vêtements secs et de la nourriture. À cette période, plus d'un million de personnes, principalement des Syriens fuyant la guerre civile dans leur pays, ont débarqué sur les côtes de l'Europe, majoritairement en Grèce. Avec le cliché de Emilia Kamvysi donnant un biberon - devenu viral sur les réseaux sociaux -, les trois grand-mères sont devenues le **symbole de l'aide aux migrants**, dans une Grèce débordée par le flux migratoire. Leur dévouement leur avait même valu **d'être nominées pour le prix Nobel de la paix en 2016**. Les trois femmes ont toujours ma femme rtelé qu'elles n'avaient rien accompli de spécial. *"Nous n'avons pas fait grand-chose, on a fait que se comporter en êtres humains"*, avait à l'époque dit Emilia Kamvysi. **"Nous avons juste offert de l'amour, car c'était la seule chose que nous avions à donner"**. Maritsa Mavrapidou était du même avis : *"Si des personnes arrivaient sur la côte par bateau et qu'elles avaient le mal de mer, on les aidait simplement"*.

## HONGRIE

Alors que les ONG notent une intensification **des pushbacks de Hongrie vers la Serbie** ces derniers jours, des transferts massifs de réfugiés sont organisés depuis les centres d'accueil de Subotica, Sombor, Horgoš et Belgrade vers celui de Preševo, dans le sud du pays, où se trouvent désormais plus de 500 personnes.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-info>

## ITALIE

Recherchée depuis 13 ans, a été arrêtée au Nigeria il y a neuf mois, le 4 juin 2022, par les services de renseignements nigériens, **une Nigériane de 48 ans, a été extradée vers l'Italie** où elle a été jugée et condamnée par contumace. Elle est arrivée, menottée, à Rome, mercredi 8 mars 2023, et doit purger une peine de 13 années de prison. Cette extradition révèle une coopération judiciaire entre l'Italie et le Nigeria, qui était jusque-là assez compliquée. Le gouvernement nigérian est peut-être plus enclin aujourd'hui à coopérer d'un point de vue judiciaire avec des partenaires européens. Elle-même ancienne prostituée, cette femme jouait un rôle prépondérant dans **l'organisation d'un trafic visant à faire venir des jeunes femmes du Nigeria**, en leur payant leurs billets d'avion pour les prostituer en Italie, en Espagne et aux Pays-Bas. Selon les enquêteurs, ces femmes devaient se prostituer sous la contrainte, subissant des menaces de violences ou d'usage de

sorcellerie contre elles ou leurs proches restés au Nigeria.

Après avoir secouru une embarcation de migrants en difficulté, les bateaux des ONG **doivent désormais immédiatement se rendre au port assigné par les autorités**. Ceci nécessite plus de carburant pour les bateaux et plus de temps avant que les migrants puissent débarquer. La distance est rallongée de 1570 km en plus pour arriver à Ancône. Ravenne, en Emilie-Romagne, La Spezia, en Ligurie, ou Ancône dans les Marches, sont devenus de nouveaux ports d'arrivée des migrants, déchainant les **polémiques sur le bien-fondé de cette décision**. En effet, il faut assurer les repas, le logement et l'instruction professionnelle des migrants. A Ancône, il n'y a, pour l'accueil que 400 places, déjà toutes occupées. On compte 14 000 migrants déjà arrivés en 2023 deux fois et demie plus qu'en 2022 et moins 11 % sont arrivés par la mer.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/reportage-international/20230312-italie-une-loi-restrictive-complicque-l-accueil-des-migrants>

Les hommes et les femmes qui prennent les routes de la migration quittent bien souvent la guerre, la misère et la faim et affrontent en chemin de nombreux dangers. Ils sont des milliers à porter sur leurs corps et dans leurs têtes les stigmates de tortures, de détention forcée, de « *violence intentionnelle* ». **Pour prendre en charge ceux qui y ont survécu**, l'ONG Médecins Sans Frontières propose à Palerme un parcours de soins spécialement pensé pour les victimes. Il leur délivré par un médecin un papier attestant des blessures subies – papier bien utile pour se faire admettre comme réfugié.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/accents-d-europe/20230302-italie-soigner-les-blessures-des-migrations>

Des dépouilles des migrants ayant péri dans le **nauffrage** survenu au large des côtes italiennes le **26 février 2023**. Le bilan du drame s'élève désormais à **86 personnes** retrouvées mortes noyées au large de la Calabre. Parmi elles, 32 sont des mineurs, dont 23 entre 0 et 12 ans. Les recherches continuent, les autorités n'excluant pas de retrouver d'autres corps dans les prochains jours. Selon les témoignages des rescapés, au moins 20 exilés ayant pris place sur le bateau sont toujours portés disparus, dont six enfants. 38 cercueils demeurent sans nom. Les corps n'ont pas pu être reconnus par des membres de leur famille ou des survivants au naufrage, ni être identifiés par la police scientifique. Les dépouilles devraient donc bientôt être enterrées dans la région italienne de manière anonyme. Plusieurs corps ont en revanche pu être transférés dans leurs pays d'origine.

Lundi 13 mars 2023, le ministre de la Défense italienne, a déclaré : "Je pense qu'il est désormais possible d'affirmer que **l'augmentation exponentielle du phénomène migratoire** au départ des côtes africaines fait [...] partie, dans une mesure non négligeable, d'une stratégie claire **de guerre hybride que la division Wagner** est en train de mettre en œuvre [...]". Le ministre italien des Affaires étrangères, en visite en Israël, a déclaré qu'il était "inquiétant" que de nombreux migrants proviennent de zones "contrôlées par le groupe Wagner". "Je ne voudrais pas qu'il y ait une tentative de pousser les migrants vers l'Italie". L'explosion des arrivées sur les côtes italiennes via la Méditerranée depuis le début de l'année serait ainsi imputable - plus ou moins directement - à l'influence du groupe paramilitaire russe. "Risible", répond un , spécialiste de la Libye, chercheur à l'Initiative globale contre le crime transnational organisé (GI-TOC). Si le groupe est bien présent de l'autre côté de la Méditerranée et que ses membres "font peser un certain nombre de menaces stratégiques sur l'Europe ainsi que sur la stabilité en Libye", rien ne démontre leur mainmise sur les trafics mafieux de la côte. **Les responsables italiens tentent d'utiliser Wagner comme bouc émissaire**, mais cela n'a aucun fondement dans la réalité". Les côtes libyennes sont en effet contrôlées par de nombreuses mafias attirées par le commerce - extrêmement lucratif - des traversées de la Méditerranée. "Des réseaux criminels y mûrissent et s'y sont développés [...] que la Russie profite de cette dynamique migratoire - bien sûr, mais elle n'en est pas responsable. Wagner - et la Russie - sont impliqués dans l'extraction illégale d'or dans le Fezzan [région désertique de la Libye], ils se sont positionnés près de bases aériennes clés et à proximité des installations pétrolières libyennes". La présence de Wagner n'est évidemment pas un hasard dans le paysage libyen où l'état de droit s'est

page19

effondré. Le groupe a notamment signé des contrats de sécurité avec l'autorité rivale du gouvernement d'union nationale installé dans la capitale. Les ressources pétrolière, gazière et aurifère du pays en font un eldorado pour de nombreuses milices. L'Italie cherche à blâmer Wagner "parce qu'il est beaucoup plus facile d'attiser le sentiment anti-russe maintenant que de faire face aux échecs des politiques italiennes et européennes sur la question de la migration en Libye". Reste que "l'approche italienne est doublement contre-productive". "Elle attribue à tort le blâme [à Wagner] pour un problème très réel - ce qui va enhardir les vrais réseaux criminels de contrebande. De plus, ce diagnostic erroné empêche l'utilisation des bonnes politiques pour remédier à la situation." Cet avis est partagé par le vice-président de la Commission européenne : au fond, savoir si "Wagner, pas Wagner [est responsable de la hausse des flux de migrants], **c'est accessoire**". "Nous devons aider les pays d'origine et de transit [...] Car **la cause profonde de la migration**, c'est que les gens se déplacent **pour avoir une vie meilleure ou pour échapper à la guerre et aux persécutions**".

Au large de la Calabre, plus de **1 300 migrants ont été secourus samedi 11 mars 2023**, après des opérations de sauvetage lancées par les garde-côtes italiens auprès de trois bateaux en difficulté dans une mer démontée. Un navire des garde-côtes a acheminé 584 personnes dans le port de Reggio de Calabre, un autre 487 migrants à Crotona. Les autorités siciliennes ont par ailleurs indiqué que 200 migrants avaient été sauvés au large des côtes de l'île et qu'ils débarqueraient à Catane dans la journée. Plus de 4 000 migrants sont arrivés en Italie depuis mercredi 11 mars 2023, contre 1 300 pendant tout le mois de mars 2022. Le gouvernement d'extrême-droite élu notamment sur la promesse de mettre fin à l'immigration clandestine, a annoncé jeudi un durcissement des peines de prison visant les passeurs, tout en promettant de faciliter l'immigration légale. Il s'était attaqué en fin d'année dernière aux bateaux des ONG internationales venant en aide aux migrants, ce qui a réduit leur nombre en Méditerranée **sans pour autant ralentir le rythme des départs en Afrique** du Nord. Quelque **17 000 personnes** ont entrepris la traversée depuis le début de l'année **2023**, contre **6 000** en **2022** pendant la même période.

<https://www.ouest-france.fr/monde/migrants/migrants-plus-dun-millier-de-personnes-debarquent-en-italie-dc30f1d6-c002-11ed-aa33-59ea232e8c60>

## ITALIE - CROATIE – SLOVENIE

Le ministre italien des Affaires étrangères était en visite vendredi 17 mars 2023 en Croatie et en Slovénie, où il a rencontré ses homologues. La Slovénie craint que l'Italie ne décide - comme l'Autriche l'avait fait il y a quelques années - d'imposer **des contrôles aux frontières** en invoquant la pression migratoire comme raison. La partie slovène a souligné que la **situation migratoire est loin d'être alarmante**, et la ministère slovène des Affaires étrangères a déclaré qu'il ne disposait d'aucune information permettant de corroborer les récentes affirmations des responsables italiens concernant une augmentation du nombre de migrants à la suite de la guerre hybride de la Russie. Des patrouilles de police mixtes slovènes-italiennes opèrent à la frontière slovène-italienne depuis un certain temps. Leurs activités comprennent le contrôle des trains, des bus et des voitures traversant la frontière. On pense que des **patrouilles policières conjointes slovènes-croates-italiennes** étaient envisagées parmi les options pour un meilleur contrôle de cette frontière. Selon la ministre slovène la gestion des migrations sur la route des Balkans occidentaux sera discutée lors **d'une réunion trilatérale qui se tiendra à Rome**, probablement avant l'été.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-info>

## PAYS-BAS

Cinq centres familiaux accueillent, aux Pays-Bas, les déboutés de l'asile, ayant épuisé toutes les voies de recours. sont gérés par l'Agence centrale pour l'accueil des demandeurs d'asile (COA), un organisme d'État. **Ces lieux sont réservés aux personnes déboutées de leur demande**



**d'asile**, ayant épuisé les diverses voies de recours. En théorie, les familles y restent jusqu'à l'exécution de l'éloignement ou jusqu'à ce que leur dernier enfant atteigne ses 18 ans. La menace de l'éloignement pèse donc sur ces familles, mais en pratique, nombre de pays d'origine ne délivrent pas le laissez-passer nécessaire à leur expulsion ou n'acceptent pas le transfert. Depuis quelques temps par exemple, les Pays-Bas renouvellent moins les titres de séjour des Syriens, estimant que la situation dans leur pays s'est stabilisée. Pour autant, aucun avion ne décolle vers la Syrie. Ainsi, les familles demeurent longtemps dans ces centres familiaux. Les durées de séjour y sont très longues : 60% des personnes dans ces structures, se trouvent aux Pays-Bas depuis plus de trois ans et un tiers depuis plus de cinq ans. Pendant ces années d'attente, les familles doivent souvent changer plusieurs fois de structures, ce qui implique des changements d'écoles pour les enfants. Ces ruptures sont aggravées par le fait que "les déménagements ont souvent lieu à court terme et sans préparation", empêchant la mise en place de transitions plus douces. Or, les écoles gèrent bien souvent des listes d'attente pour faire rentrer les nouveaux arrivants. L'Inspection rappelle le gouvernement néerlandais à sa signature de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant. Elle émet plusieurs recommandations. Entre autres, "évités les déplacements inutiles", "investir dans la professionnalisation des enseignants au sein des centres familiaux", ou encore "encourager la participation des parents" dans l'accompagnement éducatif des enfants. Le système d'accueil néerlandais est en effet sous pression depuis un an, en raison d'un nombre insuffisant de structures pour héberger les demandeurs d'asile dont la majorité sont originaires de Syrie, d'Afghanistan et de différents pays africains. Le problème s'est aggravé depuis le début de la guerre en Ukraine.

## VATICAN

Les visages de milliers de réfugiés qui sourient, témoignent qu'il est possible de sortir des ténèbres de la guerre, de la persécution. Ces ombres qui vous obligent à fuir votre maison, à quitter votre pays d'origine. La lumière est arrivée pour eux grâce **aux couloirs humanitaires, un «projet œcuménique»**, mis en place par **la communauté Sant'Egidio, l'Église évangélique, la Table vaudoise et l'Église italienne**. Un «projet œcuménique», comme le définissent ceux qui ont cru à la possibilité de **garantir des voies d'accès légales** aux personnes en quête de protection. Une syrienne, est accompagnée de son mari et de sa fille de cinq ans : « *Je suis enthousiaste, je suis heureuse d'être ici avec le Pape et de vivre en Italie depuis des mois. La Syrie a encore besoin d'aide, la guerre est là, elle n'est pas finie* ». « *Nous sommes arrivés dans un nouveau pays, avec une langue inconnue, mais nous ne nous sommes jamais sentis seuls, la communauté nous a toujours aidés, elle nous a pris par la main* ». Un syrien, qui a fui Alep et est arrivé en Italie il y a cinq ans : « *Le travail est fondamental pour avoir de la dignité, pour être autonome* », il remercie ceux qui lui ont permis d'avoir cette opportunité. Un autre exprime des sentiments similaires, soulignant un double aspect : la capacité à s'impliquer, à ne pas "rester là à regarder", combinée à « *la grâce de savoir qui vous tend la main* ». « *Le premier remerciement va au Pape, dont les paroles ont déclenché tout cela* ». À l'âge de 33 ans, il a obtenu son certificat de fin d'études secondaires, a appris la langue et se sent désormais prêt à être protagoniste de sa propre vie. « *Nous devons élargir les voies légales et nous avons trouvé l'outil, celui des couloirs humanitaires* », explique le président de la Communauté de Sant'Egidio. « *Nous évitons ainsi les tragédies en mer et nous luttons contre les trafiquants d'êtres humains. Ceux qui fuient ont vraiment besoin de quitter leur pays* ». Un projet né « *de la douleur, des larmes pour les trop nombreux naufrages* ». Une idée œcuménique et qui garantit l'accueil et l'intégration de ces personnes, comme le demande le Pape. Il s'agit également d'une réponse aux slogans faciles qui ne répondent pas à des besoins concrets. « *Il s'agit précisément de donner des solutions concrètes au lieu de soulever de nouveaux problèmes* », « *ce projet est gagnant parce qu'il apporte également une contribution importante à l'économie italienne, en repeuplant les villes de l'intérieur, en apprenant à vivre l'immigration sans peur et sans préjugés* ».

Les drames ne cessent de se produire en Méditerranée principalement. Presque **pas un**

**jour sans un naufrage** d'embarcations transportant des personnes qui tentent de rejoindre les côtes européennes. Les **différents États agissent de manière autonome**, sans démontrer beaucoup de solidarité envers ceux qui sont le plus exposés de par la géographie. **Car les pays d'arrivées ne sont souvent pas ceux où les migrants veulent se rendre.** La Commission des Episcopats de l'Union européenne rappelle «*le principe de solidarité*», d'autant que ce problème n'est pas appelé à disparaître. «*Le chemin vers une politique commune sur cette question est difficile* », mais il faut «*rappeler le sens de la construction européenne* » et parvenir à une politique «*juste et équilibrée dans laquelle chacun peut prendre sa part* ». Il faudrait aborder ce débat de façon «*plus raisonnable et plus objective* », en regardant qu'elles sont les situations, les demandes et les besoins des différents pays. «*L'argument de l'appel d'air lorsque nous accueillons des réfugiés n'est sans doute pas juste parce que ce n'est pas exactement comme cela que cela se passe* ». «*Quand on rencontre des migrants qui ont parcouru des milliers de kilomètres dans des conditions épouvantables, qui ont parfois sacrifié leur liberté, qui risquent leur vie en traversant la Méditerranée, ils ne le font pas de gaité de cœur* ». «*On doit toujours, et c'est ce que rappelle le Pape, se dire que derrière cette question, ce ne sont pas seulement des problèmes à régler, mais ce sont des hommes et des femmes et qu'ils doivent être respectés* » poursuit l'archevêque de Dijon. Or, «*certains États européens ne respectent pas leur parole et leurs engagements concernant les droits de chacun* ».

## EUROPE

La Commission européenne a annoncé deux projets pilotes avec **la Roumanie et la Bulgarie** visant à stopper la migration irrégulière aux frontières extérieures de l'Union. Ce projet comprend un renforcement des contrôles aux frontières, notamment en déployant des caméras, des patrouilles de véhicules et des tours de guet pour surveiller le mouvement des migrants, mais aussi «*des procédures d'asile rapides et des retours plus efficaces* », a déclaré la commissaire européenne aux affaires intérieures. La Roumanie et la Bulgarie ont signé le 15 mars un accord de partenariat stratégique qui vise à renforcer encore leur coopération. **Les deux pays espèrent rejoindre l'espace Schengen.**

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-info>

## REFLEXION SUR LA CRISE STRUCTURELLE

### FRONTEX

Un plan visant à **stimuler les retours des migrants** qui se sont vu refuser la protection en Grèce a été approuvé mardi 14 mars 2023 par le ministre grec des migrations, le ministre de la Protection des citoyens, et, le nouveau chef de Frontex. L'agence européenne aidera également les autorités grecques à identifier et à conseiller les migrants «*afin de les informer sur les possibilités de retourner volontairement dans leur pays d'origine et de recevoir une aide à l'intégration* ». *Les retours sont un élément essentiel de la gestion des frontières, je suis donc fier que nous puissions apporter encore plus de soutien à la Grèce dans ce domaine important* », a déclaré Frontex.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-info>

### ISLANDE

Des manifestations ont eu lieu devant le Parlement islandais, la semaine dernière. Parmi la foule, des demandeurs d'asile. Ces derniers sont visés par une nouvelle loi adoptée le 15 mars 2023 par les parlementaires. Désormais, les déboutés de l'asile ne pourront plus prétendre aux services minimaux qui leur étaient garantis. Trente jours après le refus de leur demande, ils perdront l'accès

aux prestations de santé et à la couverture par la sécurité sociale qui leur était jusqu'ici accordé. Leur accès au logement ne sera également plus garanti, une fois passé ce délai d'un mois. La Croix-Rouge islandaise estime que ces restrictions aggraveront les risques d'abus, de traite des êtres humains et de violence pour ces personnes. *"C'est censé envoyer le message que les gens doivent quitter le pays, sinon ils seront mis à la rue, sans soutien et sans accès aux services minimums"*, a déploré une députée du parti d'opposition. Cette perte des droits ne concerne cependant pas les enfants et leurs parents, les femmes enceintes, ou encore les personnes gravement malades ou en situation de handicap nécessitant des soins "sur le long terme". Parmi les autres mesures qui font le plus réagir, la police a désormais le pouvoir d'imposer des examens physiques et de santé mentale aux personnes en procédure d'éloignement - qui seront menés par des autorités sanitaires. *"Il s'agit d'une atteinte majeure à la vie privée des personnes qui n'est pas conforme à la loi, à la constitution islandaise ou aux engagements internationaux du gouvernement islandais"*, dénonce la fondatrice de l'ONG islandaise Solaris. *"Aujourd'hui est un triste jour dans l'histoire de la République islandaise. Aujourd'hui, les violations des droits de l'Homme contre les personnes déplacées ont été promulguées sous forme de loi. Aujourd'hui, le racisme systémique est devenu une loi"*. Les membres du gouvernement soutiennent ces nouvelles mesures contre les "abus" qui existent, selon eux, dans le recours au système d'asile. Ils défendent aussi l'urgence de réformer à l'heure où les structures d'accueil sont saturées. 3 970 demandeurs d'asile étaient en attente de réponse au cours de l'année 2022 dans le pays ; ils n'étaient que 870 en 2021. C'est avant tout la crise ukrainienne qui explique cette forte hausse des arrivées. Les Ukrainiens représentent plus de la moitié (2140) des demandes d'asile déposées en 2022.

## ROYAUME-UNI

Un homme a **été arrêté** mercredi 15 mars 2023 pour **aide à l'immigration illégale** dans la route migratoire entre la Belgique et le Royaume-Uni. Il s'agit d'une **5e personne d'un vaste réseau de passeurs** démantelé par les autorités britanniques. Dans le cadre de la même enquête, deux hommes avaient déjà été interpellés le 30 octobre 2022 au large des côtes flamandes. Ces deux premiers accusés, originaires de Basingstoke (dans l'Hampshire, non loin des côtes du sud de l'île) avaient été interpellés en Europe après que la police belge ait intercepté leur hors-bord. Les autorités belges avaient également procédé à l'interpellation du groupe de 12 exilés qui les accompagnait. Un peu plus tard, deux autres hommes, d'origine albanaise, avaient été, eux, arrêtés à Nottingham (centre de l'Angleterre). Cette fois encore, l'arrestation a eu lieu sur le sol britannique à Loughborough, dans le comté de Leicestershire dans le centre de l'Angleterre. L'enquête a été menée par l'agence du Royaume-Uni de lutte contre le crime organisé (National crime Agency). Au total, donc, cinq accusés font face à la justice. Les quatre premiers comparaitront à la cour de justice de Nottingham, le 29 mars 2023. Le cinquième inculpé devait comparaître jeudi 16 mars 2023. Ils sont tous soupçonnés de faire partie d'un réseau de trafiquants qui organiserait le transit de réfugiés, notamment albanais, entre les côtes nord-européennes et l'Angleterre.

Lors de son **déplacement dans la capitale rwandaise**, samedi 18 mars 2023, **la ministre de l'Intérieur britannique** a eu l'air sous le charme des chantiers en cours de construction. C'est dans ces lotissements que pourraient être logés les migrants expulsés par Londres. Un décalage de ton qui détonne avec la gravité du projet : Londres prévoit d'envoyer des demandeurs d'asile arrivés clandestinement au Royaume-Uni dans ce pays d'Afrique de l'Est, à plus de 6 000 kilomètres de l'île britannique. Le gouvernement espère ainsi freiner les traversées illégales de la Manche - qui ne cessent d'augmenter malgré ses promesses répétées de contrôler l'immigration depuis le Brexit. Plus de 45 000 personnes sont arrivées sur les côtes anglaises en 2022, contre 28 526 en 2021, et déjà plus de 3 000 en 2023. La ministre a également assuré que cet accord revêtait un aspect *"humanitaire"* et *"compatissant"*. Or depuis un an, les institutions mondiales, les députés de l'opposition et les ONG,

page23

et même le roi Charles III, ont exprimé leur désaccord et jugé que le projet du gouvernement était consternant. Pourtant, le gouvernement britannique "*croit sincèrement*" à ce plan qui **concernerait uniquement des personnes qui ne peuvent pas être renvoyées dans leurs pays d'origine**, selon un communiqué du ministère britannique de l'Intérieur publié samedi soir. Ce projet "*contribuera non seulement à démanteler les réseaux criminels de trafic d'êtres humains, mais aussi à sauver des vies*", a assuré de son côté le ministre rwandais des Affaires étrangères. Selon le texte signé par les deux pays, le **Rwanda serait responsable de ces demandeurs d'asile expulsés**, même si certains obtiennent le statut de réfugié. Pas question de les renvoyer vers Londres. Ces réfugiés bénéficieraient **d'un logement à long terme** dans le pays. Le gouvernement de Kigali a déclaré que les migrants auront "*droit à une protection complète en vertu de la loi rwandaise, à un accès égal à l'emploi et à l'inscription aux services de santé et de protection sociale*". Reste à savoir si des avions décolleront un jour du Royaume-Uni. Pour l'heure, **le projet est à l'arrêt malgré le feu vert de la Haute Cour de Londres** qui l'avait jugé "légal". Un premier vol prévu en juin 2022 avait été annulé in extremis, après une décision de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) qui réclamait un examen approfondi de cette politique. Puis en Janvier 2023, la justice a accepté d'examiner en appel ce projet gouvernemental. Parmi les points soumis à la cour figure la question de savoir si le projet est "*injuste*". Ne pas oublier que Le Rwanda est dirigé d'une main de fer depuis la fin du génocide de 1994, qui a fait 800 000 morts du côté des Tutsis et des Hutus modérés selon l'ONU. Le régime est régulièrement accusé par des ONG de réprimer la liberté d'expression, les critiques et l'opposition politique. De telles pratiques exposent les candidats à la réinstallation à des risques importants pour leur sécurité.

Le **programme de relocalisation et d'assistance afghane** (Arap, selon l'acronyme en anglais) vise à réinstaller en Angleterre les Afghans ayant travaillé pour les autorités ou avec les forces armées britanniques avant le retour au pouvoir des Talibans à l'été 2021. Les Afghans aspirant à ce programme ont reçu ces derniers mois des emails provenant du **ministère britannique de la Défense** leur demandant de **fournir des certificats** de naissance et de mariage en anglais, et **portant le cachet** du ministère des Affaires étrangères ou de la Justice **du gouvernement afghan**. Les ressortissants afghans qui ont travaillé pour des pays occidentaux sont menacés par le régime des fondamentalistes religieux, et vivent cachés en attendant leur éventuel transfert. Les exposer ainsi aux Talibans représente un risque important pour eux. Un député travailliste et ancien soldat ayant servi en Afghanistan, estime que de telles pratiques "**signent leur arrêt de mort**". "*Ces demandes du gouvernement britannique montrent un mépris total des graves réalités auxquelles sont confrontés les Afghans éligibles, poussant des hommes désespérés dans des situations périlleuses*".

Les défenseurs des droits n'ont pas manqué de réagir. L'ONG Global Witness s'est dite atterrée. "*Le fait que des interprètes afghans, qui ont risqué leur vie pour la mission du Royaume-Uni en Afghanistan, soient toujours laissés pour compte, malgré leur éligibilité en vertu de l'Arap, est honteux. [Ces personnes] se cachent, ont peur et sont incapables de travailler pour nourrir leurs enfants*". "*Le fait qu'ils soient ensuite invités, par l'Arap, à apporter leurs documents aux ministères contrôlés par les Talibans pour les faire valider est totalement inacceptable*". Après la publication de l'enquête du média britannique, le ministère de la Défense a, dans un premier temps, nié les accusations. Mais un porte-parole a finalement reconnu les faits et affirmé que le ministère avait "**rapidement corrigé**" l'erreur et "**renforçait de toute urgence nos directives et processus internes pour garantir que cela ne se reproduise plus**". "*Nous nous excusons sans réserve et continuons à travailler sans relâche pour mettre les personnes éligibles en sécurité*". Les candidats au programme Arap ont par ailleurs reçu un mail d'excuses. "*Si vous avez reçu l'un de ces messages, celui-ci est incorrect et nous nous excusons pour tout malentendu ou détresse causé par ce message*". Le gouvernement britannique a promis de réinstaller 20 000 Afghans mais essuie de nombreuses critiques pour les retards dans le processus. Alors que 11 212 personnes ont été relocalisées en Grande-Bretagne dans

le cadre de l'Arap, le nombre d'admissions a chuté fin 2021, après la reprise du pouvoir par les Talibans. Entre juillet et septembre 2021, plus de 6 200 Afghans ont été relocalisés sous l'Arap. Ce nombre est tombé à 732 au dernier trimestre 2021. Et fin 2022, seulement 743 personnes ont été relocalisées au Royaume-Uni. Selon les estimations du Ministère de la Défense, environ **4 600 personnes, bloquées en Afghanistan**, sont éligibles à l'Arap.

## SERBIE

Le directeur exécutif du Centre de protection et d'assistance aux demandeurs d'asile, a appelé le gouvernement de Serbie à **prolonger d'urgence la protection temporaire des réfugiés d'Ukraine**, car les mêmes raisons pour la décision initialement adoptée existent toujours. Dans une déclaration à l'agence Beta, il rappelle que la décision existante sur la protection temporaire expire le 19 mars. *« Les réfugiés ne peuvent pas retrouver des conditions de vie permanentes et sûres en raison de la situation actuelle qui prévaut en Ukraine, où il y a la guerre et une violence générale et aveugle à grande échelle. Sans l'extension de la protection temporaire, les réfugiés ukrainiens résidant en Serbie sont en danger de perdre leur résidence dans le pays, le droit aux soins de santé et d'autres droits qu'ils ont exercés sur la base de la décision initiale du gouvernement sur la protection temporaire, qui expire lundi prochain. »*

# ONU - ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRANTS

## LES VILLES OU IL FAIT BON VIVRE POUR LES MIGRANTS

Parmi les 25,4 millions de réfugiés dans le monde, une majorité d'entre eux vivent hors des camps, dans des villes et en milieu urbain dans les Amériques, en Europe, au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie. Elles se trouvent en première ligne de la réponse mondiale aux réfugiés, et choisissent d'aider les réfugiés à trouver leur autonomie et à saisir les opportunités qu'ils apportent avec eux. Depuis des villes du monde entier, ces articles présentent les mesures mises en œuvre pour aider les réfugiés et évaluer l'impact qu'elles ont sur la vie des personnes déracinées.

**Amman** : C'est dans la capitale jordanienne qui a une longue tradition d'accueil des réfugiés qu'Ehab a rencontré Amani, sa collaboratrice locale, et qu'ils ont créé ensemble une start-up spécialisée dans les nouvelles technologies.

**Djakarta** : Le projet d'une entrepreneure indonésienne du secteur de la mode a pour objectif de former les réfugiés, de les rendre autonomes et de créer de nouvelles opportunités.

**Kigali** : Un programme de soutien dans la capitale rwandaise et ailleurs prévoit la création de 2 600 nouveaux emplois dans tout le pays via des entreprises dirigées par des réfugiés, dont une échoppe de GPL tenue par des Burundais.

**Sao-Paulo** : Non seulement la mégapole des Amériques accueille des réfugiés, mais elle les aide aussi à trouver du travail et à regagner leur autonomie.

**Erbil** : Au nord de l'Irak, Erbil a fait le choix d'accueillir des réfugiés et d'ouvrir son marché du travail, ce qui a profité à la fois aux Syriens et à la population locale, selon le gouverneur local.

**Vienne** : Après avoir accueilli des réfugiés depuis des décennies, la capitale autrichienne peut aujourd'hui solliciter l'aide de la population locale et des réfugiés dans le cadre de projets visant à intégrer les nouveaux arrivants.

**Altena** : Le maire de cette ville d'Allemagne, et ses administrés ont été sélectionnés en tant que finaliste régional pour l'Europe de la distinction Nansen pour les réfugiés.

**Gdansk** : La ville a offert un chaleureux accueil aux migrants et aux réfugiés.

<https://www.unhcr.org/fr-fr/villes-de-lumiere.html>

## ASIE

### TURQUIE

"Onze migrants irréguliers (10 adultes, un enfant) ont été secourus (...) et les cadavres de cinq migrants irréguliers ont été retrouvés", ont annoncé samedi 11 mars 2023 les garde-côtes turcs. Le drame s'est déroulé tôt samedi au large de la ville de Didim, dans les eaux baignant la province turque d'Aydın. Les exilés essayaient de rejoindre la Grèce voisine à bord d'une embarcation de fortune. Sur une vidéo diffusée par les garde-côtes turcs, des migrants à bord d'un canot pneumatique gris agitent leur bras au milieu d'une mer agitée. Par ailleurs, cinq personnes sont parvenues à atteindre en vie l'île grecque de Farmakonisi, située à 10 km du rivage turc, ont indiqué les garde-côtes grecs. 31 personnes se trouvaient à bord de l'embarcation à son départ.

Depuis 2014, **2 269 personnes sont mortes noyées en Méditerranée orientale**, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

## AFRIQUE

### ALGERIE

Entre le 23 février et le 5 mars 2023, 2 852 personnes originaires d'Afrique subsaharienne ont été **expulsées d'Algérie vers la frontière nigérienne**. Selon Alarme Phone Sahara, qui vient en aide aux exilés dans la région, 993 migrants ont été renvoyés le 23 février, 1 180 le 3 mars et 679 le 5 mars. Parmi eux se trouvaient des femmes et des enfants. Ces opérations sont appelées sobrement des "reconduites à la frontière" par les autorités algériennes. Interpellés dans différentes villes du nord de l'Algérie, dans leur appartement, leur travail ou dans la rue, les migrants sont ensuite entassés dans des camions puis déportés vers le centre de refoulement de Tamanrasset, à 1 900 kilomètres de route au sud d'Alger. Là, beaucoup affirment être dépouillés de leurs affaires par les policiers : argent liquide, bijoux, téléphones portables, passeports. Ensuite, les exilés **sont abandonnés dans le désert**, au lieu-dit du Point-Zéro, qui marque la frontière avec le Niger, en plein Sahara. Livrés à eux-mêmes, les exilés doivent marcher des heures pour atteindre le premier village nigérien, Assamaka, à 15km du Point-Zéro. C'est là que se trouve le centre de transit de l'OIM, le bras de l'ONU qui assiste les retours volontaires des migrants vers leur pays d'origine. D'après Alarme Phone Sahara, le 10 mars 2023, nombre d'entre eux ont dû rester à l'extérieur, faute de places dans le centre de l'OIM. Ils "*ne reçoivent ni nourriture, ni d'endroit pour dormir. Ils sont contraints de vivre dans la rue*". Jeudi 16



mars 2023, Médecins sans frontières (MSF) a dénoncé "l'abandon" de milliers de migrants présents à Assamaka. L'ONG médicale parle même d'une "situation sans précédent". "La majorité des personnes récemment arrivées se sont installées dans l'enceinte du CSI [Centre de santé intégré], en raison du manque d'espace dans le centre de transit". Des personnes "cherchent à s'abriter de la chaleur" qui peut "atteindre 48°C" à Assamaka, jusqu'à dormir dans des "tentes de fortune", "devant la maternité, sur le toit ou dans la zone de déchets". Selon les chiffres de MSF, entre le 11 janvier et le 3 mars 2023, près de 5 000 migrants ont connu le même sort. Et pour certains, l'issue peut être fatale. Nombre d'exilés, livrés à eux-mêmes dans le désert, sans carte ni moyen de localisation, se perdent et errent plusieurs jours à la recherche d'un village. Selon les chiffres de MSF, entre le 11 janvier et le 3 mars 2023, près de 5 000 migrants ont connu le même sort.

## COTE D'IVOIRE

« La Côte d'Ivoire est devenue un pays de départ, de transit et de destination pour un grand nombre de migrants sans papiers à la recherche d'opportunités économiques. Mais plusieurs d'entre eux font face à d'énormes difficultés existentielles surtout lorsque leur aventure ne connaît pas une fin heureuse et qu'ils se lancent à la recherche d'une autre voie de sortie » a-t-il observé le Secrétaire exécutif national de la sous-commission migrant, réfugié, apostolat de la mer, tourisme et des personnes en déplacement. « L'objectif *que nous voulons atteindre à travers ce projet d'assistance psychosociale et de soutien à la réinsertion économique pour les migrants vulnérables en Côte d'Ivoire* », a déclaré le père Amon lors de cette cérémonie. Ce projet comportera plusieurs volets dans son déroulement, notamment : la sensibilisation sur les risques d'immigrations irrégulières, le soutien économique de ces migrants de retour ou potentiels, mais aussi, leur accompagnement psychologique et réinsertion dans des familles d'accueil. « *Nous voulons que ces jeunes soient conscients des risques liés à l'immigration irrégulière et accèdent à des opportunités dans des communautés locales* »

<https://www.vaticannews.va/fr/afrique/news/2023-03/cote-d-ivoire-lancement-du-projet-de-soutien-psychosociale-aux.html>

## DARFOUR

Près de 2,5 millions de déplacés et de **réfugiés du Darfour** au Soudan résident, selon l'ONU, dans des camps. Depuis la signature de l'accord de paix de Juba en 2020, ils multiplient les appels au pouvoir **pour garantir leur sécurité**. Ils subissent une recrudescence **d'attaques des milices** arabes qui commettent à leur égard de multiples violences. Une **jeune fille** de 14 ans née dans le camp Delije a été **violée** par quatre hommes armés, alors qu'elle cherchait du bois, aux alentours du camp. Il s'agissait des membres de la tribu Al-Hozam, selon les militants des droits de l'homme à Delije. Le dépôt de plainte a pourtant été enregistré contre "des inconnus". Depuis le début de l'année, au moins 20 cas de viols ont été recensés, indiquent les associations des droits au Darfour. Mais ce chiffre ne reflète pas la réalité. Une militante au camp de Zelinji (Darfour Central), attire l'attention sur le silence qui entoure ce sujet sensible : certains ne déposent pas plainte par respect des mœurs, d'autres par peur de représailles. Un membre d'une association de défense des femmes violées dans le camp de Zamzam (Darfour du Nord), assure que les femmes sont également frappées et insultées par des milices armées par l'État et qui comprennent les forces d'interventions rapides dirigées par le général accusé par les déplacés de soutenir les exactions. "*Ce sont les mêmes crimes commis par les mêmes criminels qui occupent notre terre et avec la complicité du pouvoir*" affirme de son côté le porte-parole de la Coordination générale pour les réfugiés et déplacés du Darfour. "*L'impunité ne fait qu'encourager les auteurs de ces crimes*".

## MADAGASCAR – MAYOTTE - COMORES

Samedi 11 mars 2023, une embarcation de migrants a fait naufrage au large du district d'Ambanja, à la pointe nord de Madagascar, alors qu'elle se dirigeait vers l'île française de Mayotte, ont annoncé lundi les autorités maritimes malgaches. Les corps sans vie de 34 personnes ont été retrouvés et **24 passagers ont pu être secourus** sains et saufs. Une jeune femme enceinte a été auditionnée par les enquêteurs au sortir de son hospitalisation. Les 23 autres rescapés ont pris la fuite avant l'arrivée des autorités. *"47 personnes ont été déclarées avoir pris le bateau clandestinement"*. Des avis de recherche ont été lancés contre deux Malgaches, un homme et une femme, accusés d'être les passeurs. Ils sont recherchés pour *"embarquement illicite et transport clandestin, homicide involontaire des passagers vers Mayotte"*. Dix jours après le drame, plusieurs questions sont toujours en attente de réponse. Comment les passeurs ont-ils recruté les candidats à l'immigration ? D'où les ont-ils fait embarquer ? Ont-ils bénéficié de l'aide de quelques autorités ? *"Cet énième naufrage met au grand jour la crise migratoire que Madagascar traverse actuellement"*, explique le représentant de l'Organisation internationale des migrations (OIM). Depuis quelques mois, son organisation tente d'élaborer un programme dédié à ces personnes prêtes à prendre tous les risques pour fuir leur île : *"Le but de notre projet, c'est de proposer des activités génératrices de revenus aux potentiels migrants, afin de les stabiliser dans les communautés d'origine parce qu'on sait, pour la plupart, que les personnes migrent pour des raisons économiques."*

Ce genre d'accidents arrive régulièrement entre Madagascar ou les Comores et Mayotte. De nombreux migrants africains et comoriens tentent chaque année de rallier clandestinement, à bord de petits bateaux à moteur, l'archipel dont la moitié de la population est étrangère. L'île comorienne d'Anjouan n'est située qu'à 70 km de Mayotte. *"Nous voyons notamment de plus en plus de Burundais et de Rwandais"*. *"C'est une situation que l'on ne connaissait pas il y a encore 10 ans, et qui prend aujourd'hui des proportions considérables."*

Depuis 2019, l'État français a augmenté ses moyens de lutte contre cette immigration clandestine avec notamment la présence continue en mer de bateaux intercepteurs et une surveillance aérienne. Les réseaux de passeurs se sont professionnalisés depuis quatre ans et la mise en place de l'opération Shikandra. Il s'agit d'une opération civilo-militaire dédiée à **la lutte contre l'immigration clandestine**, sous l'effet de laquelle les moyens de surveillance maritime se sont décuplés autour de l'île française. Au cours de l'année 2022, la hausse conjuguée des moyens matériels et humains a permis d'intercepter 571 embarcations transportant 8 000 migrants, interpellés en mer. Plus largement, 25 380 personnes ont été reconduites à la frontière l'année dernière, très majoritairement vers les Comores. En 2021, 6 355 migrants et 324 passeurs ont été interpellés, et 459 embarcations détruites, selon les autorités françaises. Il n'existe pas de statistiques fiables sur les morts de ces traversées clandestines risquées. Selon un rapport d'information du Sénat français publié au début des années 2000, environ un millier de personnes y perdent la vie chaque année.

## MAROC

Jeudi 16 mars 2023, **des dizaines de migrants** ont été **délogés par les forces** de l'ordre de leur campement informel, au mont Gourougou. C'est dans cette forêt située au nord du Maroc, près de Nador, que les exilés se cachent en attendant de tenter le passage vers l'Espagne par la terre via l'enclave de Melilla ou en traversant la mer Méditerranée. Depuis plusieurs mois, les opérations de ce type se multiplient. Les migrants sont interpellés sans ménagement, placés dans des bus et envoyés dans le centre du pays, le plus souvent à Beni Mellal, afin de **les éloigner des côtes** pour les empêcher de rejoindre l'Europe. Depuis Beni Mella, les exilés rebroussement chemin et essayent de remonter vers le nord et rejoignent Casablanca, à environ 200 kilomètres, comme première ville-étape. Pour beaucoup d'entre eux, la route s'arrête ici. La ville portuaire est devenue une impasse pour des milliers de personnes originaires d'Afrique subsaharienne. Ils ne peuvent plus aller plus loin. On ne leur vend plus de tickets de bus pour les villes du nord, et s'ils tentent de monter dans les cars,

ils sont refoulés. Résultat : des centaines de personnes se sont installées près de la gare routière d'Ouled Ziane de Casablanca, avec l'espoir de rejoindre, les côtes méditerranéennes. Ils ont monté un camp où se côtoient des marginalisés, des mendiants, des enfants des rues, des pickpockets... *"C'est un lieu malfamé, où même les Marocains évitent d'aller"*, précise le rédacteur en chef du site spécialisé sur la migration. Le **campement est né fin 2015**, mais il ne cessé de grossir, jusqu'à sa disparition en 2019 à cause d'un incendie. Depuis, le campement se reconstitue partiellement par petits groupes. Ces derniers mois, les exilés, de plus en plus nombreux, se sont déplacés et se retrouvent désormais coincés entre deux voies rapides. Ils dorment au milieu des pots d'échappement, sans accès à des sanitaires ou des douches. La cohabitation devient de plus en plus difficile avec les riverains, lassés par leur présence. Les migrants doivent aussi composer avec les forces de l'ordre qui démantèlent régulièrement leurs abris de fortune, souvent violemment. Les exilés, démunis, reviennent systématiquement sur les lieux, peu de temps après. *"On ne les blâme pas, ils n'ont nulle part où aller. Le gouvernement devrait ouvrir des centres d'hébergement"*.

Mais *"On est plutôt dans une approche sécuritaire qu'humanitaire"*, avec un tournant l'an dernier, juste après le drame de Melilla, le 24 juin 2022. Depuis Rabat redouble d'efforts pour expulser les migrants présents dans le nord du pays. *"Il y a beaucoup moins de gens vers les côtes en ce moment", "Avant juin 2022, les migrants pouvaient rester dans les forêts, ils étaient plus ou moins tolérés. Aujourd'hui, ils sont très peu vers Nador et Tétouan. Même ceux qui parviennent à remonter un peu n'arrivent pas à atteindre les forêts"*. Les autorités tentent désormais de contenir le flux migratoire au centre du Maroc, entre Rabat et Agadir. *"Casablanca est la nouvelle frontière de l'Europe"*. *"Ce que l'on constate à Casablanca et dans le nord du Maroc est symptomatique de la politique de surveillance et d'externalisation des frontières ainsi que de la pression exercée sur Rabat par l'Union européenne"*. En février 2023, le Maroc est allé encore un peu plus loin dans la criminalisation de la migration. Après des échauffourées avec les forces de l'ordre pendant un démantèlement du camp d'Ouled Ziane, six migrants ont écopé de deux ans de prison ferme et d'une amende de 60 000 dirhams (environ 5 000 euros) pour "insulte et agression à l'encontre de fonctionnaires, destruction de biens publics et migration illégale". C'est la **première fois que des exilés sont condamnés pour ces faits** à Casablanca. Un jeune Africain de 23 ans ne se laisse pas décourager pour autant. *"J'ai traversé tout le désert du Grand Sahara. Du Niger à l'Algérie, j'ai fait des dizaines de kilomètres à pied. J'ai survécu à des trafiquants en tout genre. Rien ne me fera reculer de mon objectif"*.

## SENEGAL

Quinze associations se sont réunies au sein d'un "collectif des organisations et acteurs de la migration au Sénégal" pour **réclamer des sanctions de la communauté internationale après les propos du président de la Tunisie**. *"Le collectif recommande au président tunisien de prendre de la hauteur, de retirer ses propos, de présenter ses excuses à toute la communauté africaine et de s'engager à respecter et à faire respecter les droits des populations africaines sur son territoire"*. Le ministère sénégalais des Affaires étrangères a mis en place un registre pour *"recenser nos ressortissants qui souhaitent rentrer au Sénégal"*, a indiqué le ministère, qui a précisé le 5 mars 2023 qu'*"aucun incident concernant un compatriote n'[avait] été signalé en Tunisie"*.

Le dirigeant de la Guinée-Bissau s'est rendu à Tunis pour apaiser la situation. *"Nous sommes tous des Africains. Vous êtes vous-même africain, quelle que soit la couleur de votre peau... Nous sommes tous des frères"*, a-t-il déclaré, estimant que les propos du président tunisien avaient été mal interprétés. Mais la démarche a été jugée *"très molle"* par le président de l'association Village du migrant et membre du collectif des acteurs de la migration au Sénégal. *"Au moment où la Banque Mondiale a sanctionné la Tunisie, au moment où des associations tunisiennes ont manifesté contre leur président, on s'attendait à plus de fermeté de la part de la Cédéao. On s'attendait à ce qu'Embaló dénonce les propos de Kaïs Saïed et lui demande de les retirer, et qu'il demande aux Tunisiens*

*d'arrêter leurs agissements contre les Subsahariens*". La lettre de protestation a finalement pu être déposée jeudi 9 mars 2023. Un courrier dans lequel est dénoncée "l'utilisation des Noirs africains comme boucs émissaires de la crise sociale en Tunisie". Le collectif et d'autres organisations de la société civile comme le Front pour une révolution anti-impérialiste populaire et panafricaine (Frapp), espéraient faire entendre leurs voix lors d'une manifestation devant l'ambassade de Tunisie à Dakar le 3 mars 2023 et par le dépôt symbolique d'une lettre de protestation à l'ambassadeur. La manifestation a été cependant interdite par les autorités sénégalaises et 19 protestataires ont été arrêtés, avant d'être libérés 24 heures plus tard. Les protestataires souhaitent initier un boycott des produits venant de Tunisie. Des membres du collectif répètent à l'envi que leur antagonisme n'a pas pour cible le peuple tunisien mais leur président, ainsi que les Tunisiens qui ont commis des violences sur des migrants subsahariens. Ils ont ainsi apprécié la manifestation du 25 février 2023 à Tunis, quand la société civile tunisienne a dénoncé les propos de son président.

Après, la Guinée, le Mali, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire, le Sénégal a rapatrié 76 de ses ressortissants depuis la Tunisie et la Libye, ont indiqué, vendredi 17 mars 2023, les autorités sénégalaises.

A la suite des propos du président tunisien du 21 février 2023, le gouvernement sénégalais a ouvert une cellule de crise et a mis en place un registre des personnes souhaitant rentrer dans leur pays d'origine. **Jeudi 16 mars 2023, 76 personnes, sur les 172 enregistrées en Tunisie et en Libye, ont ainsi été rapatriées à Dakar.** Les autorités sénégalaises n'ont pas précisé pourquoi des personnes de Libye avaient été prises en charge en même temps. Dakar a adopté une position ambiguë après les propos du président tunisien. Le 4 mars 2023, les autorités ont interdit la tenue d'une manifestation devant l'ambassade tunisienne. Quelques jours plus tard, le 10 mars 2023, le président déclarait avoir eu "*un entretien téléphonique avec le Président Kaïs Saïed*". "*Nous avons discuté de questions d'intérêt commun. J'ai apprécié les mesures d'apaisement qu'il a prises dans le contexte de la situation actuelle*", a ajouté le chef de l'État sénégalais. Ce positionnement semble aller à l'encontre des prises de positions de certaines associations sénégalaises réunies au sein d'un "*collectif des organisations et acteurs de la migration au Sénégal*" pour réclamer des sanctions de la communauté internationale après la ligne rouge franchie par le président. "*Le collectif recommande au président tunisien de prendre de la hauteur, de retirer ses propos, de présenter ses excuses à toute la communauté africaine et de s'engager à respecter et à faire respecter les droits des populations africaines sur son territoire*", avait exigé le collectif dans un communiqué.

## TUNISIE

Deux embarcations ont **coulé au large de Sfax**. Les autorités tunisiennes "**ont repêché 14 corps de migrants et secouru 54 autres**". Les exilés retrouvés morts étaient originaires d'Afrique. Les garde-côtes ont déjoué au total 14 tentatives de traversées maritimes illégales dans la nuit de mercredi à jeudi. Ils ont également "secouru" 435 migrants, dont 426 originaires d'Afrique subsaharienne, au large des côtes de la Tunisie.

Les autorités tunisiennes se retrouvent confrontées chaque semaine à de nombreuses tentatives de départs et ce, depuis le mois de février, en raison de l'amélioration des conditions météorologiques. C'est ce qui ressort des derniers communiqués de la Garde nationale tunisienne. Aucun chiffre officiel ne permet de faire le lien entre les propos du président sur **les subsahariens** et une éventuelle **recrudescence de leurs départs**. Mais les dernières interceptions montrent qu'ils sont toujours présents en majorité face aux migrants tunisiens dans les navires de fortune qui partent vers Lampedusa. En 2022, ils représentaient un peu moins de la moitié des migrants sur les 32 000 arrivés en Italie. Mi-février 2023, la plateforme d'appels d'urgence Alarm Phone signalait que 352 migrants subsahariens avaient été secourus par les garde-côtes tunisiens sur 423 candidats à l'exil. La Tunisie est sous pression migratoire, surtout depuis que l'Italie a multiplié les entretiens avec le ministère des

Affaires étrangères tunisien autour de la limitation de l'immigration irrégulière depuis début janvier. Le nombre d'arrivées de migrants par la route de la Méditerranée centrale a bondi de 116% en janvier et février par rapport à 2022, d'après Frontex, l'agence européenne de gardes-frontières.

Plusieurs organisations des droits de l'Homme comme la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), EuroMed Droits, et Amnesty **international ont condamné les propos du président Kaïs Saïed à l'égard des migrants d'origine subsaharienne**. Ils qualifient ces propos de "racistes". La directrice régionale adjointe d'Amnesty International en appelle à ouvrir une "enquête objective" sur les attaques qui ont visé les migrants. *"Depuis le 21 février, le discours du président, il y a des groupes de personnes, des Tunisiens, qui se sont attaqués à des migrants subsahariens. Il y a une chasse à l'homme noir. C'est véritablement ce qui s'est passé". "Nous demandons à ce que tout cela cesse de manière radicale par plusieurs actes que les autorités pourraient faire. D'abord, rétracter le communiqué que le président a émis, qui a constitué une incitation à la haine et à la violence. Ensuite, les autorités devraient enquêter sur toutes ces violences à l'égard des Subsahariens de manière indépendante et objective afin de déterminer les responsables et de les traduire en justice. On n'a jamais vu en Tunisie auparavant de telles attaques à l'égard des migrants. C'est quelque chose qui en dit long sur l'inadéquation des autorités par rapport à leur obligation de protéger les migrants."* La FIDH en *"appelle particulièrement à la responsabilité des dirigeants tunisiens"* contre la haine et les violences verbales et physiques qui frappent les migrants sur le sol tunisien. Les organisations membres de la FIDH en Tunisie **ont documenté l'exacerbation des violations des droits humains** subies par les migrants subsahariens vivant dans le pays : arrestations et détentions arbitraires, agressions, expulsions de leur logement, licenciement abusif. *"C'est vrai que le président tunisien a essayé de revenir en arrière sur ses propos, mais on a vu déjà tout le mal que ça a pu provoquer. Et nous pensons que cela ne devrait plus se produire". "Pour nous, il est important qu'en tant qu'organisation de défense des droits de l'homme, avec l'ensemble des autres défenseurs des droits de l'homme, nous puissions nous mobiliser, et saisir éventuellement, si l'agitation perdure, les instances africaines, la Commission africaine des droits de l'homme, pour que des recommandations soient prises pour que cela ne puisse pas se reproduire dans un autre pays africain. Surtout au moment où l'on parle de l'intégration africaine, on parle du libre marché africain continental et à ce moment-là, on voit un pays comme la Tunisie qui est un modèle qui tente de se refermer". "Une enquête indépendante permettra de situer les responsabilités et surtout de prendre les mesures nécessaires pour éviter que cela ne se répète".* Dans ce centre officiellement prévu pour assurer "l'accueil et l'orientation des migrants" s'entassent une cinquantaine de migrants, de réfugiés et de demandeurs d'asile majoritairement issus de pays subsahariens. Ils n'ont aucune indication sur le sort qui les attend. Situé à El Ouardia, au sud de Tunis, le bâtiment est sous la tutelle de la gendarmerie tunisienne, qui refuse son accès aux ONG et aux avocats travaillant sur les questions migratoires.

**De nombreux migrants subsahariens restent encore dans des situations précaires** selon plusieurs ONG tunisiennes. Chaque jour, celles qui s'occupent habituellement d'assistance aux migrants, reçoivent encore des demandes d'hébergement d'urgence, des demandes qui avaient doublé juste après les propos du président. L'aide juridique a été mobilisée sur des centaines de cas d'arrestations dont beaucoup restent encore non résolus avec **de nombreux migrants condamnés à deux voire trois mois de prison pour séjour illégal sur le territoire. D'autres ont pu être relâchés** sur la base des vices de procédure dénoncés par les avocats lors des arrestations. Des **arrestations qui ont diminué ces derniers jours** même si les autorités tunisiennes ne donnent toujours pas de chiffres. De nombreux étudiants subsahariens ont confié avoir pu reprendre leurs cours en présentiel. En dehors de Tunis, la même urgence sociale est signalée du côté de Sfax à l'est du pays où le rythme des interpellations a aussi ralenti. Par contre, la ville fait face à **la recrudescence de départs irréguliers en mer**. La garde nationale tunisienne a annoncé ce samedi 18 mars 2023 avoir secouru près de 635 migrants subsahariens dont les embarcations clandestines auraient fait naufrage dans la nuit du 17 au 18 mars 2023.

Lundi 20 mars 2023, le **chef de la diplomatie européenne** a exprimé l'inquiétude de l'Union européenne vis-à-vis de la situation en Tunisie. "**Si la Tunisie s'effondre, cela risque de provoquer des flux migratoires vers l'UE et entraîner une instabilité dans la région MENA [Moyen-Orient Afrique du Nord]. Nous voulons éviter cette situation**". Les ministres ont demandé à la Belgique et au Portugal d'envoyer des représentants en mission en Tunisie afin de mener "une évaluation de la situation pour permettre à l'UE d'orienter ses mesures". "L'Union européenne ne peut pas aider un pays incapable de signer un accord avec le Fonds monétaire international" (FMI). "Le président Kaïs Saïed doit signer avec le FMI et mettre en œuvre l'accord, sinon la situation sera très grave pour la Tunisie". Rappelons que le président Saïed s'est octroyé tous les pouvoirs depuis le 25 juillet 2021 et a fait arrêter de nombreuses personnalités. Les principaux partis d'opposition dénoncent une "dérive autoritaire" qui fait vaciller la jeune démocratie issue de la première révolte du Printemps arabe en 2011. Il a également prôné le 21 février 2023 des "mesures urgentes" contre l'immigration clandestine d'Africains subsahariens dans son pays, affirmant que leur présence était source de "violence et de crimes", et a tenu un discours extrêmement dur sur l'arrivée de "hordes des migrants clandestins" dont la présence en Tunisie est selon lui source de "violence, de crimes et d'actes inacceptables", insistant sur "la nécessité de mettre rapidement fin" à cette immigration. L'inflation à plus de 10 %, l'augmentation de la pauvreté et le creusement de la dette complètent la liste des raisons qui poussent les Tunisiens à envisager leur avenir ailleurs en Europe.

## AMERIQUE

### USA

À la frontière entre États-Unis et Canada, un phénomène inquiète les autorités canadiennes et, depuis peu, les élus américains. De plus en plus de migrants repassent du Canada vers les États-Unis, où beaucoup espèrent travailler plutôt que d'attendre d'obtenir un statut de réfugié au Canada. En cause, selon certains : le temps de traitement des demandes d'asile qui s'allonge au Canada. Mais ce trajet sous des températures glaciales se révèle très dangereux, et parfois mortel.

<https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/focus/20230315-fronti%C3%A8re-canado-am%C3%A9ricaine-quand-les-migrants-font-marche-arri%C3%A8re-vers-les-%C3%A9tats-unis>

## TEMOIGNAGE

### UN CAMEROUNAIS INSTALLE AU MAROC

"Je suis venu au **Maroc** avec la ferme intention d'aller en Europe. C'était en 2010. Pendant trois ans, j'ai essayé à plusieurs reprises de rejoindre l'Espagne : soit, j'étais arrêté en mer par les autorités marocaines, soit je n'arrivais pas à franchir la barrière de Ceuta. Au bout d'un moment, j'en ai eu marre de vivre dans ces conditions et j'ai rejoint la ville de Rabat. Je me suis dit qu'il fallait aller 'chercher la vie'. En 2014, j'ai **pu profiter de la vague de régularisation** menée par les autorités. **J'ai travaillé** comme agent de sécurité à l'ambassade du Cameroun pendant des années. En parallèle, j'ai commencé à pratiquer la boxe. Très vite, j'ai entraîné des boxeurs pendant mon temps libre, le plus souvent le week-end. Aujourd'hui, je continue mes activités dans le sport. Entraîneur est devenu mon emploi principal. De temps en temps, je fais encore des petites missions de sécurité mais c'est moins fréquent qu'avant. En 2018, **ma femme m'a rejoint au Maroc**. Mes **trois premiers enfants sont restés au Cameroun** avec ma mère car il est difficile de les faire venir. J'espère qu'ils seront bientôt à nos côtés. L'an dernier, nous avons eu notre petite dernière, qui est née ici. Je suis l'homme le plus heureux, je suis fier de ce que j'ai accompli. J'ai une belle vie avec ma



femme. **Elle travaille dans une crèche.** Je n'ai aucun regret de ne pas être allé en France. Je ne rêve plus d'Europe. Je suis bien ici désormais et je sais que je peux maintenant aller légalement en Europe, avec un visa. Quand on travaille, les choses sont plus faciles. J'essaye **de dissuader les migrants de prendre la mer.** C'est trop dangereux. Il y a trop de morts. Beaucoup d'entre eux ont un rêve mais ne **se focalise pas sur le réel.** Je tente, en leur racontant mon histoire, **de les faire changer d'avis.** On peut s'intégrer au Maroc si on en a la volonté. **L'Europe n'est pas la solution à tout.** On peut mener une bonne vie ici aussi. J'ai traversé des choses vraiment dures, je mangeais dans les poubelles, je dormais dehors... Je ne veux pas que les jeunes vivent ce que j'ai vécu. Je veux plutôt les **accompagner dans la voie de l'intégration.** J'estime que sensibiliser les gens est primordial : on ne peut pas les laisser mourir sans rien faire."

## **UN IVOIRIEN AYANT FUI LA GUERRE EN UKRAINE SE BAT POUR RESTER EN FRANCE**

En 2014, un ivoirien quitte la Côte d'Ivoire avec un visa étudiant. En Ukraine, à Kharkiv, il poursuit ses études. En 2019, il obtient un emploi au sein d'une entreprise allemande d'automobiles et exerce dans la gestion de clientèle. Le jeune homme s'installe à Odessa. En parallèle, il préside une association de la diaspora africaine. Bien intégré dans le pays, il n'imaginait pas un seul instant devoir fuir l'Ukraine. Mais le déclenchement de la guerre le 24 février 2022 a changé ses plans. *"Quand la guerre a éclaté, mon association a aidé les Africains à quitter l'Ukraine en leur donnant des conseils, et en leur indiquant les itinéraires à emprunter, les trains dans lesquels monter, etc. On avait un groupe WhatsApp qui réunissait une grande partie des Ivoiriens installés dans le pays. Le 28 février, j'ai à mon tour pris la route vers la Pologne avec mon fils, à l'époque âgé de six mois. Je suis finalement arrivé en France le 17 mars. C'était plus simple pour moi de venir ici car je parlais la langue. Je me sentais un peu comme chez moi.*

*À Paris, la Croix-Rouge m'a logé quelques jours dans un hôtel et a soigné mon fils qui avait une conjonctivite. Heureusement que les équipes étaient là car nous étions complètement perdus. On ne connaissait personne, on ne savait pas où aller. La première nuit, je n'ai pas fermé l'œil. Un ami m'avait parlé d'une association à Bordeaux qui pouvait peut-être nous aider, alors j'ai fait des recherches toute la nuit.*

*Je suis allé à Bordeaux et cette association m'a mis en contact avec une famille d'accueil, dans le Médoc. J'y suis resté un certain temps. La dame qui nous a accueillis était adorable. Elle m'a aidé dans mes démarches administratives, je ne l'oublierai jamais. Aujourd'hui, je vis dans un hôtel social à Bordeaux mais je continue de l'appeler régulièrement. Très vite, j'ai obtenu la protection temporaire, comme les Ukrainiens. Grâce à ce statut, j'ai décroché une formation de gestionnaire de sinistre automobile. Après mon apprentissage, l'entreprise qui me formait m'a proposé un CDI. Mais ma protection temporaire prenait fin. La préfecture l'a renouvelée mais mes anciens employeurs ne voulaient pas me reprendre. Je pense que mon statut précaire leur a fait peur. Pendant cinq mois, j'ai cherché du travail. J'ai passé une dizaine d'entretiens. À chaque fois, cela se passait bien mais quand ils se rendaient compte de mon statut administratif, ils ne donnaient pas suite. J'ai fini par trouver un travail dans une mutuelle comme conseiller clientèle. Et là encore, j'ai signé un CDI. Mais à la fin de ma période d'essai, l'entreprise a mis fin à mon contrat. Ils se sont aperçus que j'avais la protection temporaire et que, du jour au lendemain, je pouvais être sans-papiers. Cet emploi a pris fin le 16 mars 2023, et mon titre de séjour provisoire a expiré le 21 mars. La préfecture étudie mon dossier et j'espère que la protection me sera à nouveau accordée. Tout ce que je demande, c'est travailler, obtenir un titre de séjour travail valable 10 ans. Mais pour avoir ce statut, je dois signer un CDI. Or les employeurs refusent. Je veux rester ici : je veux cotiser, payer mes impôts, reconstruire ma vie en France. Émotionnellement, c'est très dur. Je ne vais pas bien du tout. Je suis stressé. J'ai peur que les autorités me délivrent une OQTF et qu'ils m'expulsent du pays. J'ai quitté la Côte d'Ivoire il y a presque 10 ans : je n'ai plus rien là-bas. Je ne sais pas ce qu'il va se passer. Je suis atteint moralement. Je suis dans le pétrin. Et mon fils, que va-t-il devenir ? Il est né en Ukraine, il ne*

*connait pas la Côte d'Ivoire. Qu'est-ce qu'on ferait là-bas ? Beaucoup d'Africains sont dans la même situation que moi. Pourquoi ne sommes-nous pas traités comme les Ukrainiens ? On avait construit nos vies là-bas ! La guerre a tout chamboulé, du jour au lendemain. Je n'ai plus rien alors que j'avais une bonne situation en Ukraine. C'est très dur à vivre."*